

ASIE

Au moins 65 morts dans une attaque talibane contre une base des renseignements afghans

22 janvier 2019

Une attaque revendiquée par les talibans contre une base des services de renseignements afghans a tué lundi au moins 65 personnes, majoritairement des recrues en formation, portant un nouveau coup dur à des forces de sécurité afghanes déjà confrontées à de lourdes pertes.

Une source sécuritaire de haut rang, qui souhaite rester anonyme, a pour sa part fait état auprès de l'AFP d'"au moins 70 morts".

Beaucoup de confusion a entouré le bilan de cette attaque, les services de renseignements étant généralement réticents à communiquer sur ce genre d'informations.

Malgré des pourparlers de paix en cours pour tenter de mettre un terme à 17 années de conflit, des combats se déroulent quotidiennement dans de nombreuses parties du territoire entre les insurgés et les forces de sécurité afghanes.

Dans leurs communiqués respectifs, les deux camps assurent infliger de nombreux revers à l'ennemi mais cela reste difficilement quantifiable. Fin 2018, le président afghan Ashraf Ghani avait dévoilé que 30.000 soldats avaient été tués depuis le début de l'année 2015, quand les forces afghanes ont pris le relais des troupes de combat de l'OTAN dirigées par les Etats-Unis.

Le patron de l'Alliance atlantique, Jens Stoltenberg, s'était déclaré en décembre "préoccupé" par le nombre élevé de victimes au sein des forces de sécurité afghanes.

Les Etats-Unis forment, avec 14.000 hommes, le plus gros contingent des forces de l'Otan présentes en Afghanistan.

Mais fin décembre le président américain Donald Trump, perdant patience face à cet interminable conflit, a annoncé son intention de retirer la moitié de ses troupes.

Cette dernière attaque au véhicule piégé survient alors que l'envoyé spécial américain pour la paix effectue une tournée régionale.

Les talibans ont par ailleurs annoncé lundi avoir rencontré des représentants américains au Qatar, où ils possèdent un bureau politique. Les discussions devaient se poursuivre mardi, ont-ils ajouté. Washington n'a pas confirmé à ce stade cette entrevue. La dernière rencontre confirmée entre les deux parties s'était tenue à Abou Dhabi fin 2018.

Source : AFP

Les taliban refusent de rencontrer l'émissaire US au Pakistan

19 janvier 2019

Les taliban afghans refusent de rencontrer au Pakistan l'émissaire américain Zalmay Khalilzad en dépit des pressions d'Islamabad, ont déclaré samedi plusieurs hauts responsables du mouvement islamiste.

Zalmay Khalilzad, qui a rencontré les taliban à trois reprises depuis sa nomination en septembre dernier, est arrivé jeudi au Pakistan pour tenter de relancer les efforts diplomatiques visant à mettre fin au conflit.

Mais les discussions bloquent sur la question de la participation aux pourparlers du gouvernement de Kaboul, souhaitée par Washington et rejetée par les taliban. Les islamistes considèrent que les Etats-Unis sont leur principal adversaire dans la guerre qui dure depuis 2001 et que le gouvernement afghan n'est qu'un gouvernement fantoche et illégitime.

Pour reprendre les discussions avec les Américains, les taliban réclament la garantie que seules trois questions seront abordées : un retrait d'Afghanistan, un échange de prisonniers et la levée des sanctions contre leurs chefs. Après plus de 17 ans de guerre, Washington envisage de rapatrier au moins 5.000 des 14.000 militaires américains actuellement en Afghanistan.

Source : Reuters

Référendum dans le sud des Philippines sur la création d'une région autonome

21 janvier 2019

Plusieurs millions de Philippins votaient lundi sur la création d'une région autonome dans le sud de l'archipel, en application de l'accord de paix conclu en 2014 avec les rebelles musulmans pour tourner la page de décennies d'une insurrection meurtrière.

Des musulmans avaient pris les armes dans les années 1970 pour demander l'autonomie ou l'indépendance dans le sud des Philippines à très grande majorité catholique, dans une région qu'ils considèrent comme leur terre ancestrale. Cette insurrection a fait 150.000 morts.

Le principal groupe rebelle, le Front Moro islamique de libération (Milf), avait signé en 2014 un accord de paix avec le gouvernement prévoyant d'octroyer l'autonomie à la minorité musulmane dans certaines parties de la grande île de Mindanao et des îles de l'extrême sud-ouest.

Lundi, 2,8 millions d'habitants étaient appelés à valider ou non la création de la Région autonome Bangsamoro. Celle-ci remplacera la région autonome actuelle qui avait vu le jour à la faveur d'un accord signé en 1996. En raison de problèmes administratifs, les électeurs d'une poignée d'autres localités voteront eux le 6 février.

La nouvelle région autonome est censée être plus grande et avoir davantage de pouvoirs. Les électeurs semblaient s'être déplacés en nombre lundi et les observateurs s'attendent à ce qu'ils votent en sa faveur. Environ 20.000 policiers et militaires ont été déployés, de crainte que des groupes rebelles rivaux ne cherchent à perturber le déroulement du scrutin.

Le processus de paix, qui a débuté dans les années 1990, n'inclut pas les organisations islamistes -dont celles qui ont prêté allégeance au groupe Etat islamique- encore très actives dans le sud des Philippines.

Le gouvernement comme le Milf espèrent qu'une nouvelle région autonome et stable pourra attirer les investissements dans une zone dont la pauvreté a fait le lit du radicalisme. La Loi

Bangsamoro prévoit que la nouvelle région reçoive sur les dix prochaines années 950 millions de dollars de fonds de développement, ainsi qu'une partie des impôts collectés dans la zone.

Le gouvernement central conservera les pouvoirs de police dans cette zone incluant aussi les îles de Jolo ou Basilan. Mais les autorités locales seront davantage impliquées dans les questions de sécurité.

La Loi organique prévoit aussi la démobilisation d'un tiers des combattants du MILF, qui seraient au nombre de 30.000.

La nouvelle région inclurait aussi la ville de Marawi, dont des quartiers entiers avaient été pris et tenus pendant cinq mois en 2017 par des djihadistes se réclamant de l'EI.

Certains experts pensent que la création d'une région dans le sud jouissant d'un certain degré d'autonomie est une des tentatives les plus convaincantes de ramener de la stabilité dans cette zone. Cependant, la corruption est un des fléaux de l'archipel, et la réussite sur le long terme du projet dépendra notamment du bon versement des aides promises.

Source : AFP

Birmanie : des policiers attaqués par des insurgés rohingyas

20 janvier 2019

Six policiers birmans ont été blessés dans une attaque d'insurgés musulmans rohingyas dans l'État d'Arakan à majorité bouddhiste, rapporte samedi la presse publique. Une dizaine de combattants de l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan (Arsa) ont attaqué un poste de garde-frontières dans le nord de l'Arakan, a annoncé la chaîne de télévision Myanmar TV.

Des violences ont lieu en Arakan depuis plusieurs semaines. Les premiers combats ont éclaté entre les forces de sécurité et un groupe de rebelles bouddhistes, l'Armée d'Arakan (AA), qui combat pour l'autonomie de l'Arakan depuis une dizaine d'années.

A l'opposé, l'Arsa, qui est apparue avec les attaques aux postes frontières en 2016, revendique des droits pour les Rohingyas, minorité musulmane très présente en Arakan, à qui les autorités birmanes refusent en général la nationalité.

Selon les Nations unies, quelque 5.000 civils ont dû quitter leur domicile depuis les dernières violences. La répression menée contre les Rohingyas en Arakan en 2017 a provoqué l'exode de 730.000 d'entre eux vers le Bangladesh voisin. L'Onu a parlé à l'époque de nettoyage ethnique.

Source : Reuters

Rébellion musulmane dans le sud de la Thaïlande : 2 moines tués et 2 autres blessés

19 janvier 2019

Deux moines bouddhistes ont été tués et deux autres blessés, à l'intérieur d'un temple dans l'extrême sud de la Thaïlande, en proie à une rébellion séparatiste musulmane et qui connaît un regain de violences ces derniers jours.

Un imam a été tué le 11 janvier dans la même partie du pays, a indiqué la police, sans préciser si ce meurtre et l'attaque dans le temple pouvaient être liés.

En attendant, des mesures de sécurité supplémentaires vont être diligentées en faveur des responsables de la communauté musulmane de la région.

Et les autorités ont demandé aux moines de ne plus pratiquer l'aumône dans trois provinces du sud.

Cette attaque, "menée apparemment par les séparatistes" constitue "un crime de guerre", a estimé Brad Adams, directeur Asie de l'ONG Human Rights Watch (HRW).

Depuis 2004, la Thaïlande, majoritairement bouddhiste, est aux prises avec une insurrection séparatiste dans plusieurs provinces à majorité musulmane frontalières de la Malaisie, un conflit qui a fait près de 7.000 morts, en majorité des civils.

Les violences se sont intensifiées ces derniers jours.

Parallèlement à l'attaque contre les moines, deux attentats à la bombe ont fait vendredi 4 blessés au sein des forces de sécurité et un séparatiste a été abattu lors d'un affrontement distinct près d'une école, d'après des sources policières et militaires.

Le Barisan Revolusi Nasional (BRN), principal groupe rebelle, a promis de "continuer à se battre" dans une rare déclaration, datée du 4 janvier.

Jusqu'à ces derniers jours, les attentats se faisaient plus rares depuis le coup d'Etat de 2014, la junte militaire ayant renforcé les patrouilles et les couvre-feux.

Au total, 218 personnes ont été tuées en 2018 contre près de 900 en 2007, d'après les chiffres de l'organisation Deep South Watch.

Mais les négociations se sont enlisées, les autorités thaïlandaises ne parvenant pas à réunir autour de la même table une rébellion éparpillée.

Selon un analyste indépendant basé dans le royaume, Don Pathan, le regain de violences est lié aux efforts des négociateurs thaïlandais et des intermédiaires malaisiens de l'autre côté de la frontière pour "faire pression sur la direction du BRN afin de l'amener à la table de négociations sans offrir de concessions éventuelles".

Source : AFP

Kouriles : Abe rencontre Poutine à Moscou pour des négociations "pas faciles"

22 janvier 2019

Le président russe Vladimir Poutine reçoit mardi à Moscou le Premier ministre japonais Shinzo Abe pour des négociations sur les îles disputées de l'archipel des Kouriles, qualifiées d'emblée de "pas faciles" par les deux parties.

Ces quatre îles volcaniques, appelées Kouriles du Sud par la Russie et Territoires du Nord par le Japon, ont été annexées par l'URSS à l'issue de la Seconde guerre mondiale, mais sont revendiquées par Tokyo depuis.

Ce différend territorial a empêché jusqu'ici la signature d'un traité de paix entre les deux pays, même s'ils ont rétabli leurs relations diplomatiques en 1956.

Les tensions entre Moscou et Tokyo ont été alimentées notamment par une déclaration de Shinzo Abe lors de son allocution du Nouvel An.

Il a évoqué la nécessité d'aider, selon lui, les résidents russes des Kouriles du Sud "à comprendre et accepter le fait que la souveraineté de leurs territoires allait changer".

Cette déclaration a provoqué la colère de Moscou, qui a convoqué l'ambassadeur du Japon.

Stratégiques pour leurs minerais, leur poisson, et l'accès de la flotte russe au Pacifique, les quatre îles en question sont les plus méridionales de l'archipel des Kouriles, donc les plus proches du Japon.

Aujourd'hui, la position des autorités russes reste ferme : le Japon doit avant tout accepter les conséquences de la Seconde Guerre mondiale et il est hors de question qu'un changement de souveraineté sur ces îles soit à l'ordre du jour.

Source : AFP

Moscou accepte une présence allemande dans le détroit de Kertch

18 janvier 2019

Vladimir Poutine a accepté une proposition de la chancelière allemande Angela Merkel visant à permettre à des experts allemands de superviser la navigation dans le détroit de Kertch, théâtre d'un violent accrochage entre les marines russe et ukrainienne en novembre, a annoncé vendredi le ministre russe des Affaires étrangères.

Sergueï Lavrov a précisé que le Kremlin avait donné son feu vert il y a un mois, mais que les experts n'étaient pas encore arrivés. En déplacement à Moscou, son homologue allemand Heiko Maas s'est félicité que le trafic maritime soit revenu à la normale dans le détroit de Kertch, qui sépare le territoire russe de la péninsule ukrainienne de Crimée annexée par la Russie.

Il a par ailleurs confirmé que l'Allemagne était prête à superviser la navigation dans le détroit avec l'aide de la France. On ignore pour le moment si Paris a donné son accord.

Heiko Maas a en outre réclamé la libération des marins ukrainiens dont les trois navires ont été arraisonnés en novembre par la marine russe dans le détroit de Kertch et transférés à Moscou.

A la suite de ces tensions, le président ukrainien a décrété la loi martiale dans l'est du pays, disant craindre une invasion russe. Le chef de la diplomatie allemande a par ailleurs évoqué lors de sa visite à Moscou la question du Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), dont les Etats-Unis menacent de se retirer en accusant la Russie de le violer.

Soulignant l'importance de cet accord de désarmement pour la sécurité de l'Allemagne, Heiko Maas a estimé qu'il était encore possible de le sauver si les autorités russes acceptent de se débarrasser des missiles de croisière qu'elles ont développé en violation du traité FNI.

Source : Reuters

Après l'affaire de la Saoudienne Rahaf, la Thaïlande promet d'assouplir sa politique migratoire

21 janvier 2019

Dans les centres de détention de Thaïlande, où s'entassent des centaines de demandeurs d'asile, la récente médiatisation du cas de la jeune Saoudienne Rahaf Mohammed al-Qunun attise espoirs et doutes.

Depuis cette affaire, très médiatisée grâce à l'utilisation de Twitter par la jeune femme de 18 ans, la Thaïlande a promis un assouplissement de sa politique migratoire. Arrêtée début janvier à l'aéroport de Bangkok, Rahaf Mohammed al-Qunun devait être immédiatement renvoyée vers l'Arabie saoudite où elle s'estime menacée.

Mais face à la pression des réseaux sociaux, les autorités thaïlandaises ont renoncé et la jeune femme a été accueillie par le Canada quelques jours plus tard. Un cas sans précédent en Thaïlande qui applique une politique migratoire draconienne.

Les demandeurs d'asile sont généralement expulsés en toute discrétion malgré le principe international du non-refoulement, selon lequel ils ne peuvent être renvoyés vers leur pays d'origine si "leur vie ou leur liberté est menacée".

D'autres attendent des années dans des centres de détention. Au final, très peu sont réinstallés dans un pays tiers. Mais "l'affaire Rahaf" pourrait marquer un tournant.

Les réfugiés ne seront plus renvoyés dans leur pays "contre leur gré", a assuré le chef de la police de l'immigration. Par ailleurs, un protocole d'accord a été signé par plusieurs ministères ce lundi, prévoyant la libération des enfants détenus dans ces centres où sont parqués, pendant des mois voire des années, sans-papiers, demandeurs d'asile ou réfugiés.

Mais ces annonces seront-elles véritablement suivies d'effets ?

Dans le centre de détention de Bangkok, l'un des douze que compte le pays, le doute est souvent de mise parmi les 900 détenus.

"Je suis content de ce qui est arrivé à Rahaf, mais je ne pense pas que cela change grand-chose pour nous. Elle vient d'Arabie saoudite, d'une famille riche, et nous nous n'avons rien", relève Ahmed, un Somalien de 25 ans.

Arrivé en Thaïlande en juin 2015, il a obtenu en septembre 2016 le statut de réfugié.

"La situation est bloquée depuis des mois. Le plus dur c'est la promiscuité : nous sommes plus de 100 dans notre cellule. On doit se coucher sur le flanc ou souvent on dort à tour de rôle".

Le traitement pour Rahaf "a été si rapide", s'étonne de son côté Shamim, qui a fui le Pakistan après s'être convertie au christianisme pour se marier. Elle et son époux -qui se trouve en centre de détention- ont obtenu le statut de réfugiés en Thaïlande en 2016 mais depuis rien n'a changé.

Le chef de la police de l'immigration thaïlandaise renvoie la balle dans le camp de l'agence onusienne, lui demandant d'accélérer le traitement des dossiers. Mais Jennifer Harrison, du HCR, rappelle que "moins de 1% des réfugiés dans le monde sont envoyés vers un pays tiers", ajoutant que "le nombre de places disponibles continue de diminuer".

Lama, une Syrienne de 33 ans, a fui son pays, enceinte de jumeaux, il y a quatre ans. Après avoir obtenu le statut de réfugiés, elle et son mari ont été dénoncés car leurs visas avaient expiré depuis quelques mois et placés en détention, sans leurs jumeaux.

Début janvier, "après avoir vécu l'enfer", ils ont décidé de renoncer à leur demande d'asile et de rentrer en Syrie. "Nous ne quittons presque jamais la maison par peur pour notre sécurité, mais au moins, nous sommes ensemble", raconte-t-elle depuis Damas à l'AFP.

Source : AFP

Trafic d'animaux : des associations pointent la responsabilité de Hong Kong

21 janvier 2019

Des associations de défense de l'environnement dénoncent le rôle « disproportionné » joué par Hong Kong en matière de trafic d'animaux sauvages. Elles estiment que les autorités de l'ancienne colonie britannique doivent en faire davantage pour lutter contre ce fléau.

Hong Kong est un territoire relativement petit mais représente environ un cinquième des saisies mondiales d'ivoire réalisées ces dix dernières années et près de la moitié de celles de pangolins, selon une étude du Hong Kong Wildlife Trade Working Group, coalition d'associations hongkongaises.

Mais le trafic d'espèces sauvages n'est pas réprimé par la législation contre le crime organisé, qui vise le trafic de drogue ou les triades. Les amendes infligées aux quelques contrebandiers qui se font arrêter sont rarement très élevées.

Hong Kong a longtemps joué le rôle de sas d'entrée pour la Chine continentale où la demande en organes d'espèces en danger est énorme. Selon les douanes hongkongaises, le trafic a augmenté de 1 600% en valeur ces dix dernières années. Le nombre d'espèces en danger victimes de contrebande a grimpé de 57%.

Hong Kong a récemment durci les peines encourues pour contrebande d'animaux sauvages à 10 ans de prison et 10 millions de dollars hongkongais d'amende. Depuis 2013, les chercheurs considèrent que 3 000 éléphants, 65 000 pangolins et 51 rhinocéros ont été tués par les trafiquants. Mais les chiffres réels d'animaux trafiqués pourraient être 5 et 10 fois supérieurs.

Sources : RFI, AFP

Drogue : l'Ice de Tahiti était fabriquée par un couple

22 janvier 2019

Le laboratoire de la drogue de synthèse démantelé samedi soir à Tahiti était géré par un couple de trentenaires, a déclaré lundi le procureur de la République, Hervé Leroy.

Le couple être mis en examen pour association de malfaiteurs et fabrication de produits stupéfiants. Il encourt 20 ans de réclusion criminelle, indique-t-on de source judiciaire.

La gendarmerie a été alertée il y a environ quatre mois par des pharmaciens ayant constaté une progression anormale des ventes de certains produits délivrés sans ordonnance. Ils ont notamment vendu un grand nombre de sprays pour le nez, indique-t-on de source médicale.

Le mari et la femme ont expliqué aux enquêteurs qu'ils produisaient la méthamphétamine à la fois pour leur consommation personnelle et pour la revente, a indiqué le procureur.

L'Ice est le surnom donné à la méthamphétamine ou N-méthyl-amphétamine, drogue de synthèse réputée très addictive et aux effets secondaires dévastateurs.

Source : Reuters

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Syrie : 21 morts, en majorité iraniens, dans les raids israéliens (nouveau bilan)

22 janvier 2019

Le bilan des victimes des raids israéliens ayant visé en Syrie des positions militaires du régime de Bachar al-Assad et de son allié iranien est monté à 21 morts, en majorité "iraniens", selon un nouveau chiffre annoncé mardi par une ONG.

Les frappes israéliennes ont eu lieu dans la nuit de dimanche à lundi. Elles ont visé des entrepôts de missiles ou de munitions tenus par les forces iraniennes et leurs alliés près de Damas, et des centres de la défense anti-aérienne du régime syrien aux abords de la capitale et dans le sud du pays, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Selon l'armée israélienne, l'Etat hébreu a frappé des objectifs appartenant à la Force al-Qods des Gardiens de la Révolution (armée d'élite iranienne), à savoir la plus importante plateforme logistique de cette unité en Syrie --située à l'aéroport de Damas--, des entrepôts de munitions, un centre d'entraînement et un autre de collecte du renseignement.

Israël s'en est aussi pris à des batteries syriennes qui avaient décoché des dizaines de missiles vers les appareils israéliens, a dit à des journalistes un porte-parole de l'armée israélienne, le lieutenant-colonel Jonathan Conricus. Ces raids sont parmi les plus importants menés par Israël depuis le début de la guerre en Syrie en 2011.

Ces hostilités, présentées par Israël comme la riposte à un tir de missile iranien, sont le dernier épisode en date d'un affrontement qui a vu Israël attaquer à de multiples reprises en Syrie, affirmant viser des positions iraniennes ou des convois d'armes destinés au Hezbollah libanais, un autre allié du régime syrien et ennemi de l'Etat hébreu.

Le projectile tiré dimanche de Syrie était un "missile de fabrication iranienne, mis en œuvre par des soldats iraniens", selon l'armée israélienne. Il a été intercepté par le système anti-aérien "dôme de fer", mais aurait pu menacer la station de sports d'hiver du mont Hermon à un moment où s'y trouvaient des milliers d'Israéliens.

Des vidéos ont circulé de traînées laissées dans le ciel au-dessus des skieurs par l'entrée en action du "dôme de fer". La station a été fermée lundi, selon lieutenant-colonel Conricus. Mais l'armée israélienne demeure "en état d'alerte élevé", a-t-il ajouté.

Déclenché avec la répression de manifestations par le pouvoir de Bachar al-Assad, le conflit en Syrie s'est complexifié avec l'implication de puissances étrangères. Il a fait plus de 360.000 morts et des millions de déplacés et réfugiés.

Le gouvernement israélien martèle qu'il continuera à empêcher par la force l'Iran, son grand ennemi, de s'ancrer en Syrie. Depuis peu, il revendique beaucoup plus ouvertement ses actes offensifs en Syrie.

Le gouvernement israélien mène une campagne diplomatique et médiatique contre l'Iran, qu'il accuse de mener des activités nucléaires dangereuses et dont il dénonce les agissements au Liban, dans la bande de Gaza et en Syrie.

Longtemps, Israël est resté discret sur ses menées syriennes. Mais il y a huit jours, M. Netanyahu a confirmé que l'aviation y avait frappé ces dernières années des "centaines" de cibles iraniennes ou du Hezbollah. Certains analystes estiment aussi qu'une telle publicité sert M. Netanyahu à l'approche des législatives du 9 avril.

L'Iran s'est gardé de commentaire spécifique. Les Iraniens sont "prêts à combattre le régime sioniste et l'éradiquer de la surface de la Terre", a dit le commandant de l'aviation iranienne, Aziz Nasirzadeh, cité par les médias iraniens.

Source : AFP

Syrie : l'EI revendique une attaque contre des forces kurdes et américaines

21 janvier 2019

Un convoi des forces américaines et de leurs alliés locaux en Syrie a été pris pour cible lundi par un kamikaze au volant d'une voiture piégée, une attaque revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI), dans laquelle ont été tués 5 combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), l'alliance arabo-kurde soutenue par Washington.

L'attentat intervient moins d'une semaine après une attaque meurtrière également revendiquée par l'EI à Minbej (nord), ayant fait 19 morts, alors que Washington a annoncé en décembre le retrait à venir des troupes qui avaient été déployées en Syrie pour lutter contre les jihadistes.

Le groupe jihadiste a menacé les forces américaines et leurs alliés de nouvelles attaques, affirmant sur l'application Telegram que "ce qui leur est arrivé à Hassaké et à Minbej n'est que le début".

Ces violences interviennent alors que les Etats-Unis ont annoncé le mois dernier le prochain départ de Syrie des quelque 2.000 soldats américains, justifiant ce désengagement par la défaite de l'EI. Mais les jihadistes, acculés dans des petits secteurs dans l'est de la Syrie, continuent à perpétrer des attentats meurtriers.

Minbej constitue un des principaux points de contentieux entre la minorité kurde de Syrie, qui a instauré une autonomie de facto dans le nord et le nord-est du pays en guerre, et le voisin turc, qui voit d'un mauvais œil cette émancipation, craignant qu'elle ne ravive les velléités indépendantistes de la communauté sur son propre territoire.

En décembre, Ankara avait menacé de lancer une nouvelle offensive pour déloger de sa frontière la principale milice kurde de Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG). Lors d'un entretien dimanche avec M. Trump, le président turc Recep Tayyip Erdogan "a indiqué que la Turquie était prête à assurer, sans perdre de temps, la sécurité dans la région de Minbej".

Dans l'est syrien, un ultime bastion des jihadistes est toujours la cible d'une offensive des FDS, soutenues par les raids aériens de la coalition anti-EI. Outre ce réduit, l'EI est présent dans un secteur du désert syrien qui s'étend du centre du pays à la province de Deir Ezzor. C'est dans cette zone que des affrontements sporadiques les opposent = aux forces progouvernementales.

L'ancien envoyé spécial américain pour la coalition internationale antijihadiste, Brett McGurk, qui a démissionné de ses fonctions après l'annonce du retrait américain, déplorait pour sa part dimanche que Washington n'ait "pas de plan" pour ce qui devait suivre, après le désengagement. Depuis 2011, le conflit syrien a fait plus de 360.000 morts et des millions de déplacés/réfugiés.

Source : AFP

Un ex-émissaire américain accuse Trump de donner un second souffle à l'EI

18 janvier 2019

L'ancien envoyé spécial des Etats-Unis pour la coalition internationale antijihadiste Brett McGurk, qui a démissionné après l'annonce du retrait américain de Syrie, est sorti vendredi de sa réserve pour accuser Donald Trump de donner un second souffle au groupe Etat islamique (EI).

"La décision du président de quitter la Syrie a été prise sans débat, consultation avec nos alliés ou le Congrès, évaluation des risques ou analyse des faits", a-t-il écrit dans une tribune publiée par le Washington Post.

"L'ironie de l'histoire c'est que le président a dit depuis le début que son objectif était de vaincre l'Etat islamique", mais "ses choix récents, malheureusement, sont déjà en train de redonner vie à l'Etat islamique et à d'autres adversaires des Etats-Unis", a-t-il ajouté.

Brett McGurk remet en cause les principales raisons avancées par Donald Trump pour justifier le retrait. A savoir que l'EI avait été vaincu et que l'Arabie saoudite prendrait en charge financièrement la reconstruction de la Syrie. "Ce n'était pas vrai", assure-t-il.

Il estime également que le locataire de la Maison Blanche a "avalé la proposition d'Erdogan selon laquelle la Turquie prendrait le relais du combat contre l'Etat islamique à l'intérieur de la Syrie", ce dont elle n'a, selon lui, pas les moyens militaires à elle seule.

"En Syrie, la Turquie n'est pas un partenaire fiable", ajoute l'ancien émissaire, affirmant que "les zones de Syrie que la Turquie affirme contrôler, comme la province d'Idlib et le Nord-Ouest, sont de plus en plus dominées par Al-Qaïda".

Source : AFP

Le président libanais demande le rapatriement des réfugiés syriens

20 janvier 2019

Le président libanais Michel Aoun a exhorté dimanche la communauté internationale à "tout mettre en œuvre" pour que les réfugiés syriens puissent rentrer chez eux, sans attendre un règlement du conflit. Les appels au rapatriement des réfugiés se multiplient maintenant que l'armée syrienne a repris l'essentiel du territoire avec l'aide de l'armée russe et de l'Iran.

Plus d'un million de Syriens ont trouvé refuge au Liban depuis le début de la guerre civile, en 2011, mais les Nations Unies jugent que les conditions ne sont pas réunies pour leur retour.

Pour le gouvernement libanais, qui estime leur nombre à un million et demi, leur présence affecte la croissance économique et met à mal les services publics.

Source : Reuters

Neige, pluie et vent : les réfugiés syriens au Liban endurent leur pire hiver

18 janvier 2019

Pluies diluviennes et tempêtes de neige ont transformé la vallée de la Bekaa au Liban en un immense marécage, invivable pour les dizaines de milliers de réfugiés Syriens qui y sont installés depuis des années.

Coup sur coup, deux tempêtes ont frappé le pays en l'espace de quelques jours seulement, la dernière déversant pendant plusieurs jours des pluies torrentielles mais aussi de la neige. Le fleuve a débordé, inondant la vallée.

Après avoir réparé tant bien que mal leurs tentes endommagées une première fois par l'eau et le vent glacial, les familles du camp ont dû faire face à de nouvelles intempéries, avec de la neige et des inondations.

Les abris du "Camp 040", près du village de Delhamiyeh, témoignent de la misère ambiante. Les bâches en plastique des tentes érigées sur des dalles de ciment protègent mal du vent et du gel.

L'état précaire pourrait faire croire qu'il vient à peine d'être mis en place : en réalité, certains de ses résidents sont issus des premières grandes vagues de réfugiés fuyant l'escalade du conflit en Syrie, débuté en 2011.

Abou Ahmad, originaire de la province de Homs en Syrie, en est à son septième hiver. Pour lui, l'aide apportée aux réfugiés est insuffisante. "Cette année, il y avait beaucoup de pluie. Mais les organisations humanitaires ont réduit leur aide", regrette-t-il.

Chassés par la guerre qui ravage leur pays, environ 1,5 millions de Syriens se sont installés au Liban selon des statistiques officielles et plus de la moitié des réfugiés vivent d'après les Nations unies dans une "extrême pauvreté".

Près de 24.000 personnes sont directement touchées par les conditions climatiques extrêmes, a déclaré le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), qui dit distribuer du matériel de réparation, des matelas mais aussi des couvertures.

En plus de détruire les tentes des réfugiés, la tempête a aussi inondé l'autoroute au nord de Beyrouth, entraîné la fermeture des écoles et celle de la route principale menant en Syrie. Face à un nouvel épisode neigeux, les agences d'aides ont dû relocaliser des familles qui se sont retrouvées encore une fois sans abri.

Source : AFP

En Irak, le bloc pro-Iran capitalise sur le sort des troupes américaines

22 janvier 2019

En Irak, où la formation du gouvernement n'est toujours pas achevée, le bloc pro-Iran capitalise sur le mécontentement né de l'annonce par le président américain Donald Trump qu'il pourrait se servir du pays comme d'une "base" une fois ses soldats retirés de Syrie.

Depuis des jours, réseaux sociaux et médias locaux dénoncent l'envoi présumé de renforts américains en Irak. Officiellement démentie, la rumeur illustre toutefois la sensibilité du sujet dans un pays pris en étau entre ses deux principaux alliés, l'Iran et les Etats-Unis, eux-mêmes grands ennemis.

Dans ce contexte, un calendrier de retrait des forces étrangères devrait être prochainement voté par les députés, assure à l'AFP Mahmoud al-Rubaye, porte-parole du mouvement Sadiqoun, membre de l'Alliance de la Conquête, coalition d'ex-combattants antijihadistes au Parlement.

Comme l'ensemble des factions chiites proches de l'Iran, son groupe "refuse catégoriquement la présence de forces étrangères en Irak et travaille à faire adopter une loi les forçant à partir", indique-t-il.

Il y a peu, un député de la Conquête a réclamé au Premier ministre Adel Abdel Mahdi une réponse sur des mouvements militaires étrangers, alors que des médias locaux ont diffusé des images de convois militaires présentés comme des renforts américains.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de la coalition internationale contre le groupe Etat islamique (EI), Sean Ryan, a confirmé "de nombreux mouvements en raison d'opérations en cours", sans donner plus de précisions.

Cela signifie-t-il pour autant que le nombre de soldats déployés est plus important ? Non, répondent responsables irakiens et militaires étrangers. Officiellement, les Américains assurent n'avoir aucune base en Irak.

Mais, à Noël, M. Trump a effectué une visite surprise aux troupes américaines en se rendant sur la base aérienne d'Aïn al-Assad, à l'ouest de Bagdad. Depuis l'invasion emmenée par les Etats-Unis en 2003, la présence américaine fait débat en Irak.

Au plus fort de la lutte contre l'insurrection, jusqu'à 170.000 militaires américains étaient présents dans le pays, avant de se retirer fin 2011. Des soldats américains sont ensuite revenus, mais cette fois-ci au sein de la coalition anti-EI formée en 2014.

Aujourd'hui, le Premier ministre Adel Abdel Mahdi assure qu'il n'y a plus que "8.000 soldats étrangers" en Irak -contre "environ 11.000" il y a un an. Parmi eux, "5.200 soldats" américains, précise à l'AFP Sean Ryan.

Mais, quel que soit leur nombre, pour le bloc pro-Iran, "le départ des Américains est la priorité", explique à l'AFP Renad Mansour, spécialiste de la politique irakienne. Les Etats-Unis ont interdit au Hachd al-Chaabi, dominé par les milices chiites, "de s'approcher des bases où sont stationnés leurs soldats", explique le chercheur Hicham al-Hachémi.

Selon l'analyste, "le Hachd réclame la réciprocité", alors que les deux forces sont stationnées le long de la frontière syrienne et qu'un important déploiement américain dans la zone bloquerait la possibilité pour l'Iran de créer un corridor terrestre qui lui permettrait d'atteindre la Méditerranée à travers l'Irak, la Syrie et le Liban.

Car ce qui se joue une nouvelle fois en Irak, c'est le "bras de fer entre l'Iran et les Etats-Unis", assure M. Hachémi.

M. Mansour, du centre de réflexion Chatham House, tempère néanmoins le poids de ce débat.

Les questions sociales menacent bien plus la stabilité du gouvernement, dont la formation reste inachevée trois mois après la nomination de son chef, dit-il.

"Ce qui pourrait mener à l'instabilité, c'est le fait que le Premier ministre n'a pas de bloc politique derrière lui", décrypte-t-il.

Sans soutien partisan et à quelques mois de l'été, saison habituelle des mouvements sociaux, M. Abdel Mahdi "aura des problèmes bien plus importants s'il ne parvient pas à offrir emplois et services publics", assure le chercheur.

En revanche, s'il y parvient, "plus personne ne parlera des Américains".

De fait, jusqu'ici, "la réaction a été limitée aux réseaux sociaux", relève l'expert Jassem Hannoun. Vendredi, des factions du Hachd avaient appelé à protester en masse contre la présence américaine. Mais seule une poignée de manifestants s'est finalement retrouvée sur la place Tahrir, point de rassemblement habituel de la capitale.

Source : AFP

Le Japon reprend ses importations de pétrole iranien, dit Téhéran

21 janvier 2019

Le Japon a entrepris d'importer à nouveau du pétrole iranien, après avoir suspendu le processus du fait des sanctions américaines, a déclaré lundi le gouverneur de la banque centrale d'Iran.

La reprise des importations de pétrole intervient grâce à l'exemption accordée par Washington à Tokyo aux sanctions américaines entrées en vigueur en novembre dernier.

L'Iran est le quatrième plus gros producteur de pétrole au sein de l'Opep.

"Après la Chine, la Corée du Sud, l'Inde et la Turquie, le Japon a également entrepris d'importer du pétrole iranien", a déclaré le gouverneur, Abdolnaser Hemmati.

Les exportations iraniennes de pétrole ont fortement diminué depuis que Donald Trump a annoncé en mai dernier que les Etats-Unis se retiraient de l'Accord de Vienne conclu en juillet 2015 sur le programme nucléaire iranien et qu'ils allaient rétablir des sanctions contre Téhéran.

Des exemptions ont cependant été accordées aux plus gros clients pétroliers de l'Iran - Japon, Chine, Inde, Corée du Sud, Taïwan, Italie, Grèce et Turquie -, ce qui leur permet d'importer une certaine quantité de pétrole pendant six mois.

En 2018, le pétrole iranien a représenté 5,3% des importations totales de brut du Japon.

Source : Reuters

L'espace aérien allemand interdit à une compagnie iranienne

21 janvier 2019

Les autorités allemandes ont cédé aux pressions américaines et interdit de l'espace aérien allemand une compagnie iranienne accusée d'acheminer des armes et des conseillers en Syrie pour soutenir le régime du président Bachar al Assad.

L'Allemagne a révoqué les droits d'atterrissage à Mahan Air parce que cette compagnie transportait du matériel et du personnel militaires vers des zones de guerre au Proche-Orient, principalement en Syrie, a déclaré le ministère allemand des Affaires étrangères.

De son côté, le porte-parole du gouvernement allemand a assuré lundi que "La décision s'appuie sur des considérations touchant à notre sécurité. On ne peut exclure que cette compagnie aérienne ait pu aussi acheminer en Allemagne des cargaisons menaçant notre sécurité. Cela se fonde sur la connaissance d'activités terroristes passées menées par l'Iran en Europe".

L'Etat allemand soupçonne la compagnie d'être utilisée à des fins militaires par le corps des Gardiens de la Révolution ainsi que pour des activités terroristes.

Le retrait de la licence à Mahan fait suite à une campagne concernée des Etats-Unis contre cette compagnie, qu'ils ont inscrite dès 2011 sur une liste d'entités soumises à des sanctions.

Source : Reuters

Une journaliste iranienne arrêtée aux USA en tant que témoin-clé

19 janvier 2019

Une présentatrice du service anglais de la chaîne publique iranienne Press TV a été arrêtée afin de témoigner devant un grand jury fédéral qui enquête sur des violations de la loi pénale américaine, rapporte la justice américaine.

Marziyeh Hashemi, qui a déjà comparu à deux reprises, n'a pas le statut de suspecte mais de témoin important et sera relâchée une fois qu'elle aura fini de témoigner, précise une injonction du juge de district Beryl Howell rendue publique vendredi soir.

Aucun détail n'est donné sur l'enquête concernée.

D'après une source gouvernementale, il semblerait que ce grand jury s'emploie à déterminer si Press TV est un organe de propagande, ce qui l'obligerait à se déclarer auprès du département américain de la Justice comme agent d'un gouvernement étranger.

Née Melanie Franklin aux Etats-Unis, Marziyeh Hashemi a changé de nom après sa conversion à l'islam. Elle a été naturalisée par l'Iran après son mariage avec un Iranien. Sa fille, citée par Press TV, a déclaré qu'on lui avait fourni un voile musulman et de la nourriture halal.

Source : Reuters

La patience des Européens à l'égard de l'Iran s'amenuise

18 janvier 2019

Alors que l'Union européenne se prépare à dévoiler le "véhicule spécial" visant à lui permettre de continuer à commercer avec l'Iran malgré le rétablissement des sanctions américaines, les puissances européennes ont du mal à cacher une exaspération croissante envers le régime de Téhéran.

Les tentatives d'assassinat imputées aux services secrets iraniens l'an dernier en France et au Danemark comme la poursuite des essais de missiles balistiques de la République islamique ont peu à peu amené les capitales européennes à hausser le ton, au risque de mettre en péril les efforts de Federica Mogherini.

La Haute représentante de l'UE pour la politique étrangère cherche à sauver l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien depuis la décision de Donald Trump d'en retirer les Etats-Unis en mai 2018.

De sources diplomatiques, on souligne que la représentante européenne a demandé aux ministres des Affaires étrangères des Vingt-Huit de retarder la publication, initialement prévue lundi 21 janvier, d'une déclaration commune critiquant les ingérences iraniennes et réclamant l'arrêt des essais balistiques.

Federica Mogherini souhaite que le "véhicule spécial" (SPV) destiné à contourner les sanctions américaines soit opérationnel avant que les Européens ne fassent monter d'un cran la pression sur Téhéran, dit-on de mêmes sources.

Un responsable européen interrogé par Reuters a nié toute divergence de vue entre Bruxelles et les principaux pays européens concernés - France, Allemagne et Royaume-Uni -, évoquant une simple question de calendrier.

Certains diplomates européens s'inquiètent aussi du fait que des pays d'Europe de l'Est pourraient être tentés d'aller trop loin dans la logique de confrontation avec l'Iran pour faire plaisir à Donald Trump et tenter d'obtenir du président américain des garanties pour leur propre sécurité face à la Russie.

C'est notamment pour cette raison que, selon l'un d'eux, Federica Mogherini n'assistera pas le mois prochain à une conférence sur le Proche-Orient organisée par la Pologne, à laquelle devrait en revanche participer le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo.

Le changement de ton des Européens n'a de fait pas échappé aux Etats-Unis, qui s'étaient retrouvés particulièrement isolés lorsque Donald Trump a déchiré l'accord de Vienne, il y a huit mois, et qui ont beau jeu de parler aujourd'hui de "consensus international croissant" sur l'Iran.

Source : Reuters

La Turquie prépare une enquête internationale sur Khashoggi

22 janvier 2019

La Turquie prépare l'ouverture d'une enquête internationale sur le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi et présentera des mesures en ce sens dans les prochains jours, selon le chef de la diplomatie turque.

"Il y a des pays occidentaux qui cherchent à couvrir cette affaire. J'en connais les raisons. Nous savons et voyons quel genre d'accords sont conclus. Nous voyons comment ceux qui parlent de liberté de la presse étouffent désormais cette affaire après avoir vu l'argent", a déclaré lundi Mevlut Cavusoglu dans un discours rapporté par l'agence de presse officielle Anatolie.

Après avoir multiplié les déclarations contradictoires sur le sort de Jamal Khashoggi, disparu le 2 octobre au sein du consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, les autorités de Ryad ont reconnu qu'il avait été tué et que son corps avait été démembré.

Le journaliste, ancien proche de la famille royale devenu un critique de la politique du prince héritier Mohamed ben Salman, s'était installé aux Etats-Unis où il écrivait notamment pour le Washington Post.

Le Sénat des Etats-Unis, s'appuyant sur les conclusions de la CIA, a adopté le mois dernier une résolution imputant à Mohamed ben Salman la responsabilité de l'assassinat, mais Donald Trump cherche à préserver le prince héritier au nom de l'alliance stratégique entre les deux pays.

L'Arabie saoudite a traduit en justice 21 Saoudiens, dont 5 risquent la peine capitale, mais dément toute implication de "MbS". Ankara affirme pour sa part que le meurtre a été ordonné au plus haut niveau.

Source : Reuters

Yémen : le médiateur de l'ONU de retour à Sanaa

21 janvier 2019

L'émissaire de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, est arrivé lundi dans la capitale Sanaa contrôlée par les rebelles Houthis, où il va tenter d'accélérer l'application de l'accord de trêve pour la ville portuaire de Hodeida, selon un responsable onusien.

M. Griffiths "va s'employer à obtenir une application rapide de l'accord sur Hodeida" obtenu lors de pourparlers de paix en Suède en décembre, a précisé un responsable de l'ONU sans détailler le programme de la visite.

Le gouvernement yéménite, soutenu par l'Arabie saoudite, et les rebelles, appuyés par l'Iran, s'accusent mutuellement d'entraver l'application de l'accord qui prévoit, outre un cessez-le-feu entré en vigueur le 18 décembre, un redéploiement des forces à Hodeida et sa province.

Les rebelles étaient supposés quitter les ports de Hodeida, Salif et Ras Issa, mais ils ne l'ont pas fait, selon le gouvernement. Ces trois ports sont essentiels pour l'arrivée de l'aide humanitaire et des importations alimentaires destinées à ce pays en guerre qui fait face à la pire catastrophe humanitaire du monde, selon l'ONU.

Signe des tensions dans cette ville de l'ouest du Yémen : le convoi du chef des observateurs civils de l'ONU, le général néerlandais à la retraite Patrick Cammaert, a essayé des tirs jeudi, mais il n'y a pas eu de victimes.

Les observateurs de l'ONU sont arrivés le 23 décembre à Hodeida. Ils sont chargés de superviser un cessez-le-feu fragile entre les rebelles Houthis et les forces progouvernementales. Si les affrontements se sont atténués à Hodeida, des combats sporadiques continuent de mettre en péril la trêve négociée par l'ONU en Suède.

Source : AFP

La coalition menée par Ryad dit avoir "détruit" des sites de drones au Yémen

20 janvier 2019

La coalition militaire intervenant sous commandement saoudien au Yémen a déclaré dimanche avoir "détruit" sept cibles rebelles autour de Sanaa (contrôlée par les rebelles Houthis), dont des sites utilisés pour fabriquer, stocker et faire décoller des drones.

Cela intervient dix jours après la revendication par les Houthis d'une attaque de drones contre une base militaire, qui avait fait sept morts parmi des loyalistes soutenus par l'Arabie saoudite. Le colonel Maliki, porte-parole de la coalition, accuse l'Iran d'avoir fourni aux rebelles des drones et le savoir-faire technique pour lancer ce genre d'engins.

Depuis le début de la guerre au Yémen, l'Arabie saoudite accuse l'Iran d'aider militairement les rebelles Houthis qui se sont emparés de vastes territoires, dont la capitale Sanaa et le grand port de l'ouest Hodeida.

Des pourparlers de paix entre le gouvernement yéménite et les rebelles Houthis se sont tenus le mois dernier en Suède sous l'égide de l'ONU. Une trêve a été conclue à Hodeida, mais elle reste fragile. Le colonel Maliki a accusé dimanche les rebelles d'avoir "violé à 680 reprises" la trêve depuis son entrée en vigueur le 18 décembre.

Source : AFP

L'OMS s'inquiète des conséquences des pénuries d'électricité sur la santé à Gaza

21 janvier 2019

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est dit lundi préoccupée par l'impact de la crise énergétique à Gaza sur la vie et la santé des patients si aucune solution immédiate n'est trouvée pour remédier aux pénuries croissantes d'électricité.

Le fonctionnement des 14 hôpitaux publics de Gaza est de plus en plus compromis par les pénuries d'électricité et la rapide diminution des réserves de carburant nécessaires pour faire fonctionner les générateurs de secours lors de coupures prolongées du réseau électrique.

Plusieurs des hôpitaux les plus durement touchés ont déjà mis en place des mesures de rationalisation. Les chirurgies non urgentes ont encore été réduites et des réductions drastiques de services, y compris la fermeture d'hôpitaux, sont imminentes, avertissent les médecins et les infirmières à Gaza.

Des centaines de patients, y compris des nouveau-nés et des enfants, dont la vie dépend de la disponibilité des services de dialyse, des incubateurs et des ventilateurs dans les unités de soins intensifs et autres dispositifs électriques pour maintenir en vie, seront directement affectés.

L'OMS appelle les autorités locales à Gaza et toutes les parties prenantes à assumer leurs responsabilités et à garantir le droit à la santé et à l'accès durable aux services de santé essentiels pour tous les patients.

Source : ONU

Israël inaugure un nouvel aéroport près de la mer Rouge

21 janvier 2019

Israël inaugure lundi un nouvel aéroport international dans le sud désertique pour stimuler le tourisme à destination de la mer Rouge et servir d'alternative à Tel-Aviv, sa principale plateforme aéroportuaire, en cas de conflit.

Son site internet précise que sa capacité initiale sera de deux millions de passagers par an mais qu'elle sera ensuite portée à 4,2 millions d'ici 2030.

Il dispose d'une piste de 3.600 mètres ainsi que d'une capacité de parking pour neuf "gros porteurs", et des installations pour traiter le fret.

Les travaux ont été lancés en 2013. Le projet a été modifié à plusieurs reprises au fur et à mesure que les ambitions étaient revues à la hausse. L'Autorité israélienne des Aéroports (IAA) a indiqué que les plans avaient notamment été révisés pour tenir compte des leçons de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza contrôlée par les islamistes du Hamas en 2014.

"En cas d'urgence, non seulement Israël sera en mesure de faire atterrir et de garer tous les avions civils à Ramon, mais aussi des appareils supplémentaires", affirme l'IAA. A la suite du tir d'une roquette du Hamas sur un secteur situé dans le périmètre de l'aéroport Ben Gourion de Tel-Aviv, des compagnies aériennes étrangères avaient suspendu en 2014 leurs vols vers Israël.

Selon les médias israéliens, une clôture "intelligente" antimissiles de 26 m de haut et de 4,5 km de long doit protéger Ramon, qui jouxte la frontière avec la Jordanie, seul pays arabe avec l'Egypte à disposer de relations diplomatiques officielles avec Israël.

Le tourisme constitue pour Israël une importante source de revenu, avec des recettes qui ont atteint 5,8 milliards de dollars en 2017, la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles. Le nombre de touristes pour un pays de près de 9 millions d'habitants a atteint les 3,6 millions l'an dernier, un record, selon le ministère du Tourisme.

Source : AFP

Dans la Vieille ville de Jérusalem, la colonisation avance face aux Palestiniens démunis

20 janvier 2019

Entre Palestiniens et Israéliens, le conflit pour la terre est aussi une bataille pour la pierre, a fortiori à Jérusalem et dans les ruelles séculaires de la Vieille ville, à proximité des lieux saints des trois grandes religions monothéistes.

Quelque 320.000 Palestiniens tentent de garder leur implantation dans Jérusalem-Est, occupée depuis 1967 et annexée par Israël. Ils espèrent y établir la capitale de l'Etat auquel ils aspirent. Les Israéliens, eux, proclament leur lien historique avec Jérusalem. Ils exercent une souveraineté totale : Jérusalem, dans son intégralité, est leur capitale "indivisible".

L'annexion par Israël de Jérusalem-Est est illégale au regard du droit international. De quelques centaines en 1967, les juifs sont désormais 210.000 à Jérusalem-Est et sont de plus en plus nombreux dans la Vieille ville et ses alentours.

Les Palestiniens dénoncent une entreprise de judaïsation et vendre sa propriété à un juif est pour eux une transgression absolue. Mais face à eux, les acquéreurs sont prêts à payer très cher.

Vendre à un juif est un crime en théorie puni par la peine de mort, selon la loi palestinienne. Celle-ci ne s'applique pas à Jérusalem sous souveraineté israélienne. Mais l'Autorité palestinienne établie en Cisjordanie adjacente peut jouer sur les attaches que les Palestiniens de Jérusalem conservent en Cisjordanie occupée.

Au sujet des transactions immobilières, le recours aux montages délibérément compliqués et aux hommes de paille est souvent la règle. Ce genre d'achat n'est "jamais transparent", dit Yudit Oppenheimer, directrice générale d'Ir Amim, ONG israélienne anticolonisation.

Fin décembre, un Américano-Palestinien a été condamné à la prison à vie en Cisjordanie pour avoir vendu sa maison à une association de colons juifs. Le sort d'Issam Akel reste obscur. Les autorités palestiniennes l'auraient laissé sortir de prison ces jours derniers à condition qu'il parte pour les Etats-Unis, selon les médias.

Après son arrestation, la police israélienne a arrêté à deux reprises le gouverneur palestinien de Jérusalem, Adnan Gheith. Trente-deux autres Palestiniens ont été arrêtés puis relâchés. Selon un conseiller de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), l'arrestation de M. Gheith avait pour but de faire pression sur les dirigeants palestiniens pour libérer M. Akel.

Source : AFP

Netanyahu qualifie sa visite au Tchad de "percée historique"

20 janvier 2019

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a qualifié de "percée historique" sa visite dimanche au Tchad, un pays africain à majorité musulmane avec lequel Israël s'appête à renouer des relations, a indiqué son cabinet.

Ce grand pays musulman a des frontières avec la Libye et le Soudan.

"Cette visite fait partie de la révolution que nous menons dans le monde arabe et musulman que j'avais promis d'accomplir", a avancé le Premier ministre.

"Tout cela irrite et provoque même la colère de l'Iran et des Palestiniens qui tentent d'empêcher cela (le rapprochement avec des pays arabes ou musulmans), mais ils n'y parviendront pas".

Il est question de rétablir les relations diplomatiques entre Israël et le Tchad.

M. Netanyahu est engagé dans une campagne active pour nouer ou renouer des liens, y compris en Afrique, avec des pays refusant de reconnaître Israël ou ayant pris leurs distances à cause du conflit avec les Palestiniens.

En novembre, Benjamin Netanyahu et le président tchadien, Idriss Déby Itno, avaient refusé de dire si leurs discussions incluaient des accords d'armement.

Pour faire face à des rébellions dans le nord et l'est du pays, le Tchad s'est équipé de matériels militaires israéliens, avaient cependant indiqué à l'AFP des sources sécuritaires tchadiennes.

Le Tchad est l'un des États africains engagés dans la lutte contre les organisations jihadistes Boko Haram et Etat islamique en Afrique de l'Ouest.

A ce titre, il a reçu en novembre des États-Unis, grand allié d'Israël, des véhicules et navires militaires d'une valeur de 1,3 million de dollars.

La pression des nations africaines musulmanes avait conduit un certain nombre d'États africains à rompre avec l'État hébreu. Mais ces dernières années, Israël a offert des perspectives de coopération dans des domaines allant de la sécurité à la technologie, en passant par l'agriculture, afin de développer ses relations sur le continent africain.

Source : AFP

AMERIQUES

Venezuela : 27 militaires arrêtés pour s'être soulevés contre Maduro

22 janvier 2019

Vingt-sept militaires vénézuéliens ont été arrêtés lundi après s'être soulevés contre le régime du président Nicolas Maduro, à deux jours d'une manifestation organisée à l'appel de l'opposition pour exiger un gouvernement de transition.

Cette manifestation, prévue mercredi, sera la première mobilisation d'envergure après les grandes manifestations de 2017, qui ont fait quelque 125 morts.

Reprenant l'offensive ces dernières semaines, l'opposition, majoritaire au Parlement, a déclaré illégitime Nicolas Maduro, investi pour un deuxième mandat le 10 janvier.

Cette opposition conteste le résultat de l'élection présidentielle du 20 mai, non reconnu par une bonne partie de la communauté internationale.

La Cour suprême, inféodée au régime, a répliqué lundi en déclarant à son tour illégitime la direction du Parlement.

La semaine précédente, dans une tentative de briser le soutien de l'armée au chef de l'État, le Parlement avait promis une "amnistie" aux "fonctionnaires civils et militaires" qui refuseraient de reconnaître le deuxième mandat de Nicolas Maduro.

Suite à l'insurrection des 27 militaires, des manifestants sont descendus dans les rues, qui ont été réprimés.

L'armée, qui compte 365.000 soldats et 1,6 million de réservistes, a assuré à plusieurs reprises sa loyauté envers le chef de l'État depuis son investiture.

Deux généraux figurent toutefois parmi les 25 personnes accusées d'avoir organisé le 4 août un attentat au drone contre Nicolas Maduro, et quelque 180 militaires ont été emprisonnés en 2018, accusés de conspirer contre le gouvernement.

Dans un pays où il est difficile d'échapper aux pénuries alimentaires ou de médicaments, plus de 4.300 soldats ont quitté la Garde nationale en 2018, selon un document de l'institution citée par Control Ciudadano.

Source : AFP

Une transition démocratique au Venezuela est possible, selon des experts

21 janvier 2019

Nicolas Maduro commence son second mandat de président du Venezuela pour six ans, après une victoire électorale décriée par l'opposition et la communauté internationale, mais des experts évoquent malgré tout l'espoir d'un changement politique.

Car est entré dans le jeu Juan Guaido, qui est devenu le visage de l'opposition vénézuélienne en prenant le 5 janvier la présidence du Parlement. Une bouffée d'oxygène pour une institution quasiment dépossédée de tout pouvoir par les manœuvres constitutionnelles de M. Maduro.

"C'est presque une renaissance. L'opposition en est ressortie plus unifiée que jamais auparavant", relève Geoff Ramsey, vice-président chargé du Venezuela au WOLA, un centre de recherches latino-américain basé à Washington.

En quelques semaines à peine, Juan Guaido est parvenu à ce que l'Assemblée nationale qualifie le président Maduro d'usurpateur et sa réélection de fraude, tout en promettant une "amnistie" aux responsables gouvernementaux et militaires qui désavoueraient l'homme fort de Caracas.

Un exploit que ses prédécesseurs n'étaient pas parvenus à accomplir, finissant pour certains en exil ou en prison. Et le jeune dirigeant a relevé un peu plus encore les enjeux dans une tribune mardi au quotidien américain The Washington Post. Il a invoqué des articles de la Constitution appelant les Vénézuéliens à rejeter les régimes ne respectant pas les valeurs démocratiques.

Il s'est dit "tout à fait en mesure et désireux d'occuper les fonctions de président par intérim afin d'organiser des élections libres et justes".

Pour Michael Shifter, directeur du groupe de réflexion Inter-American Dialogue, le président du Parlement dispose légalement du droit de chasser M. Maduro du pouvoir.

Mais, ajoute-t-il, la nouvelle vigueur de l'opposition pourrait bientôt être mise à l'épreuve. Face à une Cour suprême composée en majorité de fidèles du régime qui annule toute ses décisions, le Parlement dispose de trois piliers potentiels, relève Michael Matera, directeur du Centre pour les études stratégiques et internationales (CSIS).

"Le soutien de l'armée, de la population vénézuélienne et de la communauté internationale sera essentiel pour permettre à Guaido d'occuper officiellement (le poste) de président".

Mais Juan Guaido aura également besoin que les partisans modérés d'Hugo Chavez changent de camp et lui apportent leur soutien, selon M. Ramsey.

La pression internationale sur Caracas enfle depuis la réélection en mai de celui qui tient le pouvoir d'une main de fer mais elle s'est accentuée après l'arrivée de l'extrême droite aux commandes du Brésil : le populiste Jair Bolsonaro partage l'avis de son homologue américain Donald Trump selon lequel Nicolas Maduro est un "dictateur".

Le dirigeant brésilien a rencontré jeudi à Brasilia le président en exil de la Cour suprême vénézuélienne Miguel Angel Martin, nommé par le Parlement. Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) Luis Almagro, qui considère Juan Guaido "président par intérim", était présent.

Source : AFP

Equateur : escalade de violence xénophobe contre les migrants vénézuéliens

21 janvier 2019

La xénophobie anti-migrants vénézuéliens a franchi un nouveau cap cette fin de semaine en Equateur. Un nouveau cas de féminicide a en effet embrasé les rues de la petite ville d'Ibarra, normalement tranquille. L'assassinat samedi soir en pleine rue d'une femme enceinte, déjà mère de deux enfants par son compagnon vénézuélien a provoqué des scènes de chasse à l'homme.

Le ministère équatorien de l'Intérieur a dû envoyer des renforts d'urgence ainsi que des unités des Forces spéciales de la police à Ibarra. Le calme en effet n'est toujours pas revenu. Il faut dire que l'assassinat de Diana Ramírez a marqué les esprits dans cette ville étape entre la frontière équato-colombienne et la capitale Quito.

Dès dimanche, une caravane de voitures particulières et de taxis a parcouru la ville, les carrefours, les refuges et les parcs où les migrants vénézuéliens ont coutume de travailler, de demander l'aumône ou de dormir. Souvent en présence de leurs enfants, ils ont été insultés, frappés, leurs maigres biens brûlés dans la rue pour les obliger à repartir.

Le gouvernement a immédiatement durci les conditions d'entrée dans le pays. Il exige des migrants vénézuéliens la présentation d'une copie certifiée de leur casier judiciaire, un document difficile à obtenir au Venezuela.

Malgré les critiques des organismes de défense des droits de l'homme, le président Lenin Moreno a annoncé la formation de brigades pour contrôler dans la rue la situation légale des migrants vénézuéliens.

Sources : Reuters, RFI

Amérique latine : le PAM inquiet de la forte insécurité alimentaire parmi les migrants et réfugiés vénézuéliens

18 janvier 2019

Le Programme alimentaire mondial (PAM) s'est dit préoccupé de « la crise migratoire sans précédent » à laquelle font face des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. « Des millions de personnes ont quitté le Venezuela au cours des dernières années en raison du manque de nourriture, de médicaments et d'autres besoins », a déclaré Hervé Verhoosel, porte-parole.

A ce jour, plus de 3 millions de Vénézuéliens vivaient en dehors de leur pays, notamment en Colombie, au Pérou et en Équateur, pays voisins.

« Cependant, ces chiffres peuvent être plus élevés car ils ne comptabilisent pas les Vénézuéliens sans statut régulier ».

Mais dans ces terres d'accueil, les migrants et réfugiés vénézuéliens sont exposés à un risque élevé d'insécurité alimentaire et de malnutrition. « C'est l'un des exodes de masse le plus important dans l'histoire de l'Amérique latine et ces mouvements de populations devraient se poursuivre en 2019 et au-delà », a mis en garde le porte-parole du PAM.

Selon M. Verhoosel, si la situation actuelle persiste, environ 5,3 millions de Vénézuéliens vivront en dehors de leur pays d'ici la fin décembre 2019.

Face à cette situation, l'agence onusienne fournit une aide alimentaire en Colombie et en Équateur.

Toutefois pour poursuivre ces opérations humanitaires cette année, l'agence onusienne aurait besoin de 34,3 millions de dollars dans le cadre de son plan de réponse régional des Nations Unies en Équateur.

Alors que le flux de migrants en Colombie devrait augmenter, le PAM indique avoir besoin du même financement en Colombie.

Le PAM s'est enfin dit « prêt et disposé à soutenir le gouvernement du Venezuela si nécessaire ».

Source : ONU

Mexique : le bilan de l'explosion d'un oléoduc s'alourdit à 91 morts

22 janvier 2019

L'explosion d'un oléoduc vendredi soir au Mexique a fait 91 morts, selon un nouveau bilan, tandis que la société pétrolière publique Pemex défend sa gestion de l'un des incidents les plus meurtriers des dernières années dans le pays.

Des centaines de personnes près de la localité de Tlahuelilpan, dans l'État d'Hidalgo, sont venues avec des bidons en plastique récupérer du carburant qui s'échappait du conduit autour du pipeline.

Fin décembre, un mois après sa prise de fonction, le nouveau président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador a lancé un programme visant à mettre fin aux réseaux de distribution illégale de carburant. Ces détournements font perdre environ trois milliards de dollars de carburant par an à Pemex.

Le plan présidentiel, qui prévoit l'arrêt momentané des pipelines endommagé par des gangs qui siphonnent le carburant, a entraîné une pénurie généralisée d'essence dans le centre du Mexique en janvier, y compris dans l'Etat d'Hidalgo.

Lundi, un pipeline a été ponctionné par des voleurs de carburant à quelques kilomètres au sud-ouest de Tlahuelilpan, mais le secteur a été bouclé rapidement par les militaires, a indiqué le gouverneur Omar Fayad.

Après la catastrophe de Tlahuelilpan, le président Lopez Obrador a été confronté à de nombreuses questions sur la stratégie.

Certains se sont demandés pourquoi Pemex a mis si longtemps à couper l'alimentation de l'oléoduc, alors que la société avait détecté la fuite depuis plusieurs heures.

Source : Reuters

Des centaines de migrants centraméricains franchissent la frontière mexicaine

19 janvier 2019

Des centaines de migrants centraméricains, en grande majorité honduriens, formant une caravane dans laquelle se trouvent des femmes et des enfants, ont illégalement franchi vendredi la frontière entre le Guatemala et le Mexique, en direction des Etats-Unis.

Les migrants ont pu traverser la frontière sans être stoppés par les autorités mexicaines, a constaté une journaliste de l'AFP. Le gouvernement mexicain avait proposé de leur fournir un

permis humanitaire qui leur permettrait de travailler et d'accéder à des soins et à l'éducation pour leurs enfants et avait prévenu qu'il ne permettrait pas l'entrée de migrants clandestins.

Près de la moitié de ce groupe d'environ 2.000 migrants centraméricains faisaient ainsi la queue pour obtenir ce permis humanitaire.

Ce dispositif était loué par le représentant au Mexique du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Droits humains.

"Les politiques antérieures, qui poussaient les migrants à se cacher, les exposaient à de grands risques avec le crime organisé. Alors leur permettre de régulariser leur présence (...) pour travailler au Mexique est très différent de ce que nous avons vu et nous le saluons", a déclaré Jan Jarab.

D'autres centaines de ces migrants ont cependant rejeté cette offre et progressaient en direction de Tapachula, ce qui s'était déjà produit avec une caravane d'environ 200 Salvadoriens, qui sont récemment entrés au Mexique.

"Une autre importante caravane vient vers nous. Très dur de l'arrêter sans un mur !", a tweeté vendredi le président Donald Trump au 28^e jour du "shutdown" qui paralyse le gouvernement fédéral américain, après le refus du financement d'un mur frontalier par les Démocrates.

Il s'agit de la troisième caravane provenant du Honduras depuis le départ le 13 octobre d'un premier cortège, qui avait rassemblé jusqu'à 7.000 personnes.

La majorité de ces migrants avait ensuite parcouru plus de 3.500 kilomètres pour atteindre Tijuana, dans le nord-ouest du Mexique, où beaucoup sont restés.

Source : AFP

Un mois de "shutdown" aux États-Unis et un mince espoir d'en sortir

22 janvier 2019

Les États-Unis entrent mardi dans leur deuxième mois de "shutdown", la fermeture partielle des administrations faute de financement du Congrès, avec un mince espoir de sortir de cette crise historique qui pèse sur l'économie et le moral des Américains.

Depuis le 22 décembre, une partie du gouvernement fédéral est paralysé par un bras de fer entre les démocrates au Congrès et la Maison Blanche sur le financement d'un mur anti-immigration à la frontière avec le Mexique.

Donald Trump refuse de signer une loi budgétaire qui ne comprendrait pas 5,7 milliards de dollars pour construire le mur, sa principale promesse de campagne. L'opposition s'y oppose, jugeant ce projet "immoral", coûteux et inefficace, et demande comme préalable la réouverture des administrations.

Le président républicain a fait une nouvelle proposition samedi en offrant un sursis à un million d'immigrants et menacés d'expulsion. Même si elle a été rejetée par les démocrates et jusque dans son propre camp, l'offre pourrait servir de base à de nouvelles discussions.

Si le "shutdown" touche directement 0,5% des travailleurs américains, il commence à affecter indirectement le moral de plus de la moitié des consommateurs, selon une enquête de l'université du Michigan. Il pèse aussi sur l'économie et la croissance, sur fond de ralentissement mondial, disent les experts.

Environ 800.000 fonctionnaires fédéraux sont contraints au chômage forcé ou doivent travailler sans être payés. Dans des ministères sensibles comme la Sécurité intérieure, les Transports ou les Affaires étrangères, les effectifs ont été réduits au minimum.

Si les fonctionnaires concernés devraient être rémunérés rétroactivement, plus d'un million de salariés des services privatisés ou sous-traitants des établissements publics devront faire une croix sur leur paie.

"Je vais bientôt perdre ma voiture car je suis très en retard (sur les remboursements), mon assurance santé, mon assurance auto et mon permis de conduire", affirme à l'AFP Yvette Hicks, 40 ans, mère célibataire de deux enfants qui travaille pour l'institution culturelle Smithsonian à Washington.

Des initiatives ont été mises en place pour aider les fonctionnaires dans le besoin, alors que les banques alimentaires font le plein. Ce "shutdown", le plus long de l'histoire, commence aussi à avoir un prix politique. Et une majorité d'Américains rendent les républicains et la Maison Blanche responsables de la situation, selon plusieurs sondages.

Samedi, M. Trump a mis dans la balance un sursis de trois ans pour les bénéficiaires d'autorisations de résidence qui ont été abrogés par son administration : quelque 700.000 jeunes entrés illégalement dans le pays avec leurs parents et environ 300.000 titulaires du statut de protection temporaire (TPS).

Mais Nancy Pelosi, la chef de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, a refusé cette "compilation de plusieurs initiatives déjà rejetées par le passé". Le milliardaire s'est en même temps aliéné la frange de son électorat opposée à toute idée d'"amnistie" pour les clandestins.

Le chef de la majorité républicaine au Sénat, Mitch McConnell, devrait tout de même soumettre la proposition présidentielle au vote cette semaine. Il devra convaincre plusieurs démocrates pour faire adopter le texte qui, en l'état, a peu de chances à la chambre basse.

Pour les républicains, le vote au Sénat doit seulement permettre de reprendre les discussions, et le texte pourra être amendé. Mais selon un haut responsable démocrate à la Chambre, James Clyburn, il est essentiel de rouvrir d'abord les administrations car "ces négociations pourraient prendre trois ou quatre semaines".

Source : AFP

Giuliani fait machine arrière sur le projet immobilier de Trump à Moscou

21 janvier 2019

Rudy Giuliani, l'avocat de Donald Trump, est revenu lundi sur ses propos du week-end, assurant que ses déclarations concernant la poursuite "jusqu'en octobre ou novembre 2016" de

discussions au sujet d'un projet de "Tour Trump" à Moscou étaient des "hypothèses et non des faits liés à des conversations" qu'il aurait eues avec le président des Etats-Unis.

"Mes propos ne représentaient pas le calendrier ou les circonstances réelles de telles discussions", a-t-il écrit alors que ses déclarations du week-end ont soulevé de nouvelles questions sur les liens entre l'homme d'affaires élu à la Maison blanche et la Russie.

Sur NBC et dans le New York Times, Giuliani avait déclaré dimanche que Donald Trump avait discuté "jusqu'en octobre ou novembre 2016" d'un projet d'une Trump Tower dans la capitale russe.

L'ancien maire de New York ajoutait qu'il était possible que Trump ait continué à discuter du projet avec son ancien avocat Michael Cohen jusqu'aux derniers jours de la campagne présidentielle, avant son élection le 8 novembre aux dépens de Hillary Clinton.

Le projet de construction d'une Trump Tower à Moscou ne s'est pas concrétisé mais les propos de Giuliani laissaient entendre que les discussions se sont prolongées bien plus longtemps qu'on ne pensait jusqu'à présent.

Michael Cohen a plaidé coupable en novembre dernier d'avoir menti au Congrès lorsqu'il avait déclaré à une commission parlementaire que ces discussions sur la Trump Tower s'étaient achevées en janvier 2016.

Le procureur spécial Robert Mueller enquête depuis mai 2017 sur l'ingérence présumée de la Russie dans la campagne de 2016 et les soupçons de collusion entre Moscou et l'équipe de campagne de Donald Trump. Le président américain qualifie l'enquête de Mueller de chasse aux sorcières et nie toute collusion avec Moscou, qui dément pour sa part toute ingérence.

Source : Reuters

Trump aurait demandé à Michael Cohen de mentir au Congrès

19 janvier 2019

Donald Trump a demandé à Michael Cohen, son ancien avocat, de mentir devant une commission parlementaire à propos du projet de construction d'une Trump Tower à Moscou, affirme le site d'informations BuzzFeed, qui cite des agents fédéraux impliqués dans l'"enquête russe".

Les services du procureur spécial Robert Mueller, qui supervise l'enquête sur les ingérences de la Russie dans l'élection présidentielle américaine de 2016 et sur les soupçons de collusion entre Moscou et l'équipe de campagne de Trump, ont jugé les informations de BuzzFeed inexactes.

Donald Trump s'est félicité samedi de cette rectification. "J'apprécie que le procureur spécial ait fait une déclaration hier soir. Je pense qu'elle était très appropriée. Je pense que l'article de BuzzFeed est une honte pour notre pays. C'est une honte pour le journalisme", a-t-il déclaré à la presse.

Jerrold Nadler, élu démocrate, a annoncé que la commission des Affaires judiciaires de la Chambre allait enquêter. "Ordonner à un subordonné de mentir devant le Congrès est un crime

fédéral", a-t-il souligné. Un tel crime pourrait justifier l'ouverture d'une procédure parlementaire de destitution du président.

Michael Cohen a été condamné en décembre à trois ans de prison pour avoir acheté au nom de Donald Trump le silence de deux femmes qui disent avoir eu une relation avec l'homme d'affaires, en violation de la législation sur le financement des campagnes électorales.

L'avocat a par ailleurs reconnu jeudi avoir procédé, à la demande du président, à des versements d'argent à une société dans le but d'influencer des sondages lors de la campagne présidentielle de 2016.

Source : Reuters

Avec Alexandria Ocasio-Cortez, ces élues démocrates qui inquiètent Wall Street

20 janvier 2019

"C'est une immense victoire" : Alexandria Ocasio-Cortez, benjamine du Congrès américain et pourfendeuse des lobbys, a vivement célébré son arrivée, en compagnie d'une cohorte d'élus progressistes, à la puissante commission financière de la Chambre des représentants. En face, Wall Street se prépare à deux ans d'intense surveillance.

"Impossible d'exagérer l'importance de ce moment", a martelé l'élue de 29 ans qui se revendique socialiste, un mot marqué très à gauche aux Etats-Unis et brandi comme une menace par les conservateurs.

"Les démocrates choisissent des élus ayant rejeté les financements de campagne venant de grandes entreprises pour siéger à la commission qui contrôle Wall Street", a-t-elle souligné. En face, les analystes de marchés scrutent de près les intentions des démocrates forts de leur nouvelle majorité à la Chambre des représentants, après huit ans de contrôle républicain.

Si le Sénat est resté dans le giron républicain, empêchant de fait l'adoption de réformes radicales, le contrôle des démocrates de la chambre basse promet au moins de rendre la vie difficile aux banquiers, avec un contrôle renforcé du secteur et de longues heures d'auditions publiques.

C'est à la suite d'un de ces "conseils de discipline" que John Stumpf, alors PDG de Wells Fargo, a dû démissionner en 2016 pour sa gestion d'un scandale de comptes bancaires fictifs. Cible régulière des moqueries teintées de racisme du président Donald Trump, Maxine Waters, 80 ans, est la première femme et la première personne noire à prendre la tête de la commission.

Avec un avertissement au secteur financier : "Fini le temps" du détricotage par les républicains des régulations censées encadrer les grandes banques, pour éviter une nouvelle crise. C'est parce que Wall Street était "en roue libre" que les Etats-Unis ont plongé dans la crise financière en 2008, a asséné Maxine Waters.

"Nous craignons qu'elle renforce le contrôle des grandes banques", admet à l'AFP une source bancaire. "Il va y avoir davantage d'auditions de PDG au Congrès".

La moitié des nouveaux arrivants démocrates à la commission appartiennent au groupe des parlementaires se revendiquant à la gauche du parti, comme Alexandria Ocasio-Cortez.

"Banque publique" : deux mots qui hérissent Wall Street.

L'alliance des élues démocrates progressistes va jusqu'au Sénat, où elles peuvent compter sur un atout de premier plan : Elizabeth Warren, entrée récemment dans la course à la présidentielle de 2020.

Elle a construit sa réputation en pourfendant les errements de Wall Street où elle est à la fois crainte et détestée. Siégeant à la commission financière du Sénat, elle questionne sans relâche banquiers et membres du gouvernement.

Source : AFP

Des milliers de manifestants aux Etats-Unis pour défendre les droits des femmes

19 janvier 2019

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé samedi aux Etats-Unis pour défendre les droits des femmes rognés selon eux par l'administration de Donald Trump mais cette troisième édition de la "Marche des femmes" est marquée par les divisions au sein du mouvement sur fond d'accusations d'antisémitisme.

Les dissensions ont poussé un certain nombre de femmes à rejoindre une organisation parallèle, "March On", et les deux mouvements ont défilé, séparément, partout dans le pays.

De très nombreuses femmes, majoritaires dans le cortège, portaient un bonnet rose devenu l'emblème du mouvement né en janvier 2017 pour protester contre l'élection de Trump.

Cette année, les rassemblements dénonçaient aussi la séparation des familles de clandestins arrêtés à la frontière mexicaine, le mur frontalier anti-immigration réclamé par M. Trump que l'opposition démocrate refuse, un conflit qui provoque la fermeture partielle des administrations fédérales depuis le 22 décembre.

En 2018, les cortèges avaient réuni plus de 500.000 personnes, portés par les mouvements #MeToo et Time's Up contre le harcèlement et les violences sexuelles. L'égérie de l'aile gauche du parti démocrate Alexandria Ocasio-Cortez, élue à la Chambre des représentants, a salué l'élection d'un nombre record de femmes (131) lors du scrutin parlementaire de novembre 2018.

"L'année dernière, nous avons mis notre puissance dans les élections et cette année nous devons mettre cette puissance au service de la politique", a-t-elle lancé devant la foule où elle comptait de nombreux partisans, en promettant le dépôt d'un projet de loi sur l'Egalité des droits.

Le mouvement s'est scindé après des accusations d'antisémitisme contre Tamika Mallory, l'une des co-présidentes de la "Marche", qui a participé à un meeting du leader du mouvement "Nation of Islam" Louis Farrakhan, aux propos régulièrement antisémites.

Source : AFP

L'ELN revendique l'attentat contre une école de police à Bogota

21 janvier 2019

La guérilla colombienne de l'ELN a reconnu lundi être responsable de l'attentat contre l'école nationale de la police à Bogota qui a fait 20 morts et entraîné la rupture du processus de paix. L'ELN, organisation guévariste, est la dernière guérilla de Colombie.

La guérilla affirme que l'attentat est une réponse à des actions militaires menées par le gouvernement pendant le cessez-le-feu unilatéral que l'ELN avait déclaré pour Noël et la fin de l'année. "Le président n'a pas accordé la dimension nécessaire à ce geste de paix" et "sa réponse a été de mener des attaques militaires contre nous, sur tout le territoire national", déclare l'ELN.

"L'armée gouvernementale a profité de ce cessez-le-feu pour faire progresser les positions de ses troupes opérationnelles, s'emparant de positions favorables, difficiles à atteindre sans le cessez-le-feu", accuse la guérilla.

Elle propose la conclusion d'un cessez-le-feu bilatéral "pour créer un climat favorable aux efforts de paix" et se déclare disposée "à ce que soient respectées des zones déterminées et des installations militaires gouvernementales", ainsi que des installations de l'ELN, afin de faciliter le dialogue.

A la suite de l'attentat, le président Duque a enterré le dialogue de paix en réactivant les mandats d'arrêts visant les négociateurs de la guérilla. "Aujourd'hui, j'ai ordonné (...) la levée de la suspension des mandats d'arrêt des 10 membres de l'ELN qui font partie de la délégation de ce groupe à Cuba et j'ai révoqué la résolution créant les conditions de leur séjour dans ce pays".

"Nous remercions le gouvernement de Cuba pour la solidarité qu'il a exprimée et nous lui demandons aujourd'hui de procéder à l'arrestation des terroristes qui se trouvent sur son territoire et de les remettre aux autorités policières colombiennes", a-t-il encore déclaré.

Lundi le ministre des Affaires étrangères cubain, Bruno Rodriguez, a déclaré dans un tweet : "Cuba n'a jamais autorisé et n'autorisera jamais que son territoire soit utilisé pour l'organisation d'actes terroristes contre un quelconque Etat".

Source : AFP

Dans le nord du Brésil, une vague de violences alimentée par le chaos carcéral

20 janvier 2019

Des attaques contre des bâtiments publics dans le Nord-est du Brésil, alimentées depuis les prisons par des narcotrafiquants : le président d'extrême droite Jair Bolsonaro fait face depuis début janvier à son premier défi sécuritaire, conséquence d'un système carcéral en plein déliquescence.

Plus de 400 membres de la Force nationale ont été dépêchés ces dernières semaines dans la ville de Fortaleza et dans le reste de l'Etat Ceara pour rétablir l'ordre et épauler la police locale, après une série d'attaques de gangs de narcotrafiquants contre des bâtiments publics, banques, autobus ou commissariats.

L'envoi de ces renforts avait été demandé par le gouverneur de gauche de l'Etat, et autorisé par le gouvernement du président Jair Bolsonaro, entré en fonction le 1^{er} janvier et qui a promis une ligne dure contre la criminalité.

Le nombre d'attaques a depuis diminué, mais elles n'ont pas totalement cessé, et de nombreux habitants craignant pour leur vie préfèrent rester cloîtrés chez eux. A l'origine de cette vague de violences, l'annonce par le gouvernement local d'un durcissement des conditions de détention, empêchant des membres de factions criminelles de contrôler divers trafics depuis les prisons.

En représailles, ces dernières se sont alliées pour orchestrer une quarantaine d'attaques à l'explosif ou d'incendies contre des bâtiments publics dans tout l'Etat, jusqu'à Fortaleza. Ces attaques ont semé la panique dans la population, en pleine saison touristique.

Cette flambée de violences "n'est que la face visible de la cocotte-minute qu'est le système pénitentiaire brésilien", estime Camila Nunes Dias, de l'Université fédérale d'ABC (Sao Paulo), spécialiste des groupes de narcotrafiquants brésiliens.

"Les prisons sont surpeuplées, sans les infrastructures nécessaires ni la gestion adéquate de l'Etat (...) Cela provoque des vagues de violences de plus en plus fréquentes, depuis l'intérieur jusqu'à l'extérieur des prisons", souligne-t-elle.

Le Brésil compte la troisième population carcérale au monde, avec 726.712 prisonniers en juin 2016, soit deux fois plus que la capacité officielle des prisons, selon des chiffres du ministère de la Justice.

Les prisons du pays "sont aux mains des détenus eux-mêmes", en raison de l'incapacité de l'État à fournir les conditions de base telles que la nourriture, les vêtements et la surveillance, explique Camila Nunes Dias.

Le nouveau ministre de la Justice doit faire face au problème structurel de la criminalité liée au narcotrafic qui, ces dernières années, a fait flamber de manière alarmante le taux de violence au Brésil.

Ce qui, il y a 10 ou 15 ans, était un phénomène limité aux grandes villes comme Sao Paulo et Rio de Janeiro, s'est aujourd'hui étendu à tous les États brésiliens. Les États du Nord-est sont parmi les plus violents du pays.

Source : AFP

AFRIQUE

Soudan : nouvelles manifestations, Béchir défend les forces de sécurité

20 janvier 2019

Les forces de sécurité soudanaises ont à nouveau tiré dimanche au gaz lacrymogène contre les participants à une marche réclamant le départ du président Béchir, qui a rejeté toute responsabilité dans la mort de manifestants durant ce premier mois de contestation.

Depuis le 19 décembre, la vague de contestation au Soudan a fait 26 morts, dont 2 membres des forces de sécurité, selon un bilan officiel. Des ONG internationales comme Human Rights Watch et Amnesty International ont elles évoqué 40 morts dont des enfants et du personnel médical, accusant les forces de l'ordre d'en être responsables.

Dimanche, des centaines de protestataires ont tenté d'organiser une marche vers le Parlement, à Omdourman, ville voisine de la capitale Khartoum.

Les manifestants ont été rapidement l'objet de tirs de gaz lacrymogènes par la police.

L'Association des professionnels soudanais, qui regroupe des médecins, des ingénieurs et des professeurs, est à la tête de la contestation contre M. Béchir, au pouvoir depuis trois décennies. Selon de nombreux observateurs, la contestation actuelle est devenue le plus grand défi posé au chef de l'Etat depuis son arrivée par un coup d'Etat soutenu par les islamistes en 1989.

La contestation a été déclenchée mi-décembre par une hausse des prix du pain et des médicaments, dans ce pays en plein marasme économique. Les manifestations se sont ensuite transformées en rassemblements quasi quotidiens appelant au départ de M. Béchir, 75 ans.

Au-delà de la baisse des subventions pour le pain, le Soudan fait face à un grave déficit en devises étrangères. Les habitants sont confrontés à des pénuries régulières d'aliments et de carburants, tandis que les prix de certaines denrées subissent une forte hausse.

Pour Khartoum, les Etats-Unis sont à l'origine des difficultés avec leur sévère embargo imposé pendant 20 ans au Soudan (1997-2017) qui interdisait au pays de mener des activités commerciales et des transactions financières à l'international.

La répression du mouvement par les autorités soudanaises a suscité des critiques à l'étranger. Le fait que "les forces de sécurité soudanaises continuent d'utiliser la force létale contre des manifestants et des médecins" est "un scandale", a affirmé Sarah Jackson, directrice-adjointe d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Est.

Cette ONG a rapporté de multiples raids des forces de sécurité dans des établissements médicaux, affirmant qu'elles avaient tiré des gaz lacrymogènes et à balles réelles à l'intérieur d'hôpitaux, et arrêté et frappé des médecins.

Omar el-Béchir avait précédemment imputé les violences à des "conspirateurs".

Le puissant Service national du renseignement et de la sécurité (NISS) a arrêté en près d'un mois des dizaines de leaders de l'opposition, de militants et de journalistes.

Des manifestations nocturnes sont prévues par l'Association des professionnels soudanais, dans la capitale et à Omdourman mardi et dans d'autres villes du pays jeudi.

Source : AFP

Dix casques bleus de l'Onu tués dans une attaque au Mali

21 janvier 2019

Dix casques bleus tchadiens ont été tués et au moins 25 autres blessés dimanche dans le nord du Mali en repoussant une attaque, a annoncé la Minusma, la mission de l'Onu dans le pays. La Minusma et les forces françaises sont stationnées dans le nord du Mali pour tenter d'éradiquer les groupes djihadistes du Sahel.

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une organisation islamiste liée au réseau Al Qaïda, a revendiqué l'attaque, indiquant avoir agi en réponse aux efforts du président tchadien Idriss Déby visant à renouer le dialogue avec Israël.

Source : Reuters

Plus de 100 soldats tués dans le nord-est du Nigeria, selon un rapport

18 janvier 2019

Une centaine de soldats ont été tués ou capturés et d'importantes quantités d'armes ont été saisies lors d'affrontements avec des groupes armés dans le nord-est du Nigeria depuis le 26 décembre, indique un rapport d'un groupe d'organisations humanitaires, vendredi.

Les attaques se sont multipliées dans cette partie du Nigeria au cours des dernières semaines et ont contraint des milliers de personnes à fuir la région pour rejoindre des zones plus sûres, notamment au Tchad.

Cette intensification des violences intervient alors que doit se dérouler une élection présidentielle le 16 février où le président sortant Muhammadu Buhari brigue un deuxième mandat. La plupart de ces attaques seraient le fait de miliciens appartenant à une faction de la secte djihadiste Boko Haram alignée sur le groupe Etat islamique (EI).

Source : Reuters

Le HCR déplore l'expulsion de réfugiés nigériens du Cameroun

18 janvier 2019

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit alarmé par la nouvelle de l'expulsion par le Cameroun de plusieurs milliers de réfugiés vers l'Etat de Borno au nord-est du Nigéria, une région toujours en proie à la violence.

Cette inquiétude fait suite au retour forcé de 267 réfugiés nigériens en date du 16 janvier. « Cette action complètement inattendue met en danger la vie de milliers de réfugiés », a déclaré Filippo Grandi, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, environ 9.000 Nigériens ont traversé la frontière vers le Cameroun après une attaque menée par des militants qui ont saccagé la petite ville frontalière de Rann, dans l'Etat de Borno au Nigéria.

Ces militants particulièrement violents ont pris pour cible des installations militaires, des civils et des complexes humanitaires. Au moins 14 personnes auraient été tuées.

Le Cameroun héberge actuellement plus de 370.000 réfugiés, y compris 100.000 originaires du Nigéria.

Source : ONU

Un passage éclair d'Ali Bongo au Gabon et toujours des doutes

20 janvier 2019

Il est venu quelques heures et est aussitôt reparti poursuivre sa convalescence à Rabat : le passage éclair à Libreville le 15 janvier du président gabonais Ali Bongo Ondimba, affaibli par un AVC, n'a pas dissipé les doutes sur ses capacités à gouverner.

Ali Bongo a présidé la prestation de serment des membres du nouveau gouvernement mis en place après l'installation de l'Assemblée nationale issue des législatives d'octobre, largement remportées par le parti démocratique gabonais (PDG) au pouvoir.

C'était la première fois qu'il revenait au Gabon depuis son accident vasculaire cérébral survenu le 24 octobre à Ryad où il est resté hospitalisé jusqu'à fin novembre avant d'aller poursuivre sa convalescence et sa rééducation au Maroc.

Ce retour, après presque trois mois d'absence qui ont alimenté les rumeurs et les doutes sur son réel état de santé, devait y mettre définitivement un terme et prouver que le chef de l'Etat, qui a succédé à son père Omar Bongo en 2009, était bien aux commandes.

Les images officielles de la cérémonie de prestation de serment qui montrent un président assis, ne s'exprimant pratiquement pas, puis celles de sa rencontre - sur un fauteuil roulant - avec quelques hauts responsables politiques du Gabon, sont loin d'avoir convaincu.

D'autant moins qu'une semaine après une tentative ratée de coup d'Etat menée par une poignée de militaires appelant au soulèvement contre son régime, beaucoup attendaient que le chef de l'Etat, âgé de 59 ans, s'adresse à ses compatriotes pour les rassurer sur la stabilité et la sécurité de leur pays.

Source : AFP

Inauguration du pont de la Sénégalie, attendu depuis des décennies

21 janvier 2019

Les présidents sénégalais Macky Sall et gambien Adama Barrow ont inauguré lundi le "pont de la Sénégalie", qui favorisera les échanges en Afrique de l'Ouest et dont l'achèvement après des décennies d'atermoiements symbolise l'entente retrouvée entre les deux pays.

Le pont, un élégant ouvrage de béton clair de plus d'un kilomètre situé en territoire gambien, enjambe le fleuve Gambie, à une dizaine de kilomètres du poste frontière de Farafenni, que les deux présidents, tous deux vêtus d'un boubou blanc, ont symboliquement emprunté lundi, debout dans la même limousine à toit ouvrant.

"Etant donné la géographie de la Gambie et du Sénégal, avec un fleuve coupant chacun des deux pays en deux parties, on se demande pourquoi il a fallu tant de temps pour avoir ce pont", s'est interrogé M. Barrow.

Le territoire gambien est un passage quasi obligé pour qui veut se rendre du nord du Sénégal à sa région sud, la Casamance, à moins d'effectuer un fastidieux détour de quelque 400 kilomètres.

Mais la route transgambienne était jusqu'ici interrompue à mi-chemin par le fleuve, obligeant les véhicules à emprunter un bac, source de "tracasseries" et de nombreux retards, selon les voyageurs et les transporteurs sénégalais.

Le pont "va faciliter l'interconnexion des réseaux routiers, réduire les temps de trajet et contribuer à l'intégration de la sous-région", a souligné le président sénégalais.

"Le pont appartient aux Gambiens", a-t-il souligné, alors qu'en Gambie, certains habitants ont souvent soupçonné le Sénégal de vouloir absorber leur pays.

Le pont permettra le désenclavement de la Casamance, région touristique et agricole dont le développement a été freiné par son isolement géographique du reste du Sénégal et par une rébellion indépendantiste vieille de plus de 35 ans, aujourd'hui en sommeil.

L'ouverture de ce pont illustre le spectaculaire réchauffement des relations entre les deux pays, longtemps marquées par des différends sur le transport, la pêche et les frontières, bien que leurs habitants aient en commun des langues, des origines ethniques et entretiennent de nombreux liens professionnels, familiaux ou commerciaux.

Source : AFP

RDC : l'élection de Tshisekedi saluée par de nombreux dirigeants africains

21 janvier 2019

L'élection de Félix Tshisekedi à la présidence de la République démocratique du Congo a été saluée par plusieurs dirigeants africains, des initiatives qui pourraient entraîner une reconnaissance plus large de la communauté internationale.

Les résultats ont été confirmés dimanche par la Cour constitutionnelle, qui a rejeté les recours déposés par Martin Fayulu.

Les alliés et voisins de la RDC ont longtemps hésité à reconnaître la victoire de Félix Tshisekedi, invoquant les irrégularités relevées par les observateurs répartis dans le pays.

L'Union africaine a d'ailleurs préconisé la semaine dernière que la publication des résultats de la présidentielle du 30 décembre soit repoussée, faisant part de "doutes sérieux". Elle a annoncé dimanche le report de la venue en RDC d'une délégation qui devait arriver ce lundi à Kinshasa.

La décision de la Cour constitutionnelle a toutefois convaincu plusieurs dirigeants africains d'adresser leurs félicitations à Félix Tshisekedi.

La Communauté de développement d'Afrique australe en avait fait autant de même auparavant et renoncé à réclamer un nouveau dépouillement.

Source : Reuters

Les agences humanitaires ont besoin de 1,08 milliard de dollars pour assister 3,4 millions de Somaliens

21 janvier 2019

Le gouvernement fédéral somalien et les agences humanitaires opérant en Somalie ont déclaré lundi avoir besoin cette année de 1,08 milliard de dollars pour fournir une assistance à 3,4 millions de Somaliens touchés par les conflits, les chocs climatiques et les déplacements.

A l'occasion de la présentation du Plan de réponse humanitaire pour 2019, ils ont appelé les bailleurs de fonds à fournir rapidement un financement suffisant pour soutenir les opérations d'assistance en Somalie en 2019.

L'amélioration de la sécurité alimentaire due aux bonnes pluies de 2018, la réponse humanitaire soutenue tout au long de 2018 et une définition plus précise des besoins ont entraîné une diminution de 32% du nombre de personnes ayant besoin d'une assistance.

Mais la persistance des conflits et des chocs climatiques menace d'inverser ces progrès. De plus, les besoins humanitaires restent au-dessus du niveau d'avant crise il y a deux ans. Plus de 1,5 million de personnes, principalement des personnes déplacées et des populations rurales, sont confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë.

Les taux de malnutrition dans le pays restent élevés.

Plus de 2,6 millions de personnes sont déplacées et vivent dans des conditions difficiles. Elles sont extrêmement vulnérables et ont besoin de plusieurs services de base et d'une protection.

En dépit de difficultés opérationnelles, de l'insécurité et des restrictions d'accès, les organisations humanitaires ont fourni une assistance à trois millions de personnes en moyenne par mois en 2018.

Source : ONU

Somalie : l'armée US dit avoir tué 52 activistes dans un raid aérien

20 janvier 2019

L'armée américaine a annoncé avoir tué 52 activistes samedi lors d'une frappe aérienne dans le sud de la Somalie. Ce bombardement a été effectué en réponse à un attentat contre les forces gouvernementales somaliennes par la milice islamiste des Chabaab, indique l'Africa Command sans autres précisions.

Le Commandement pour l'Afrique dit vouloir "empêcher les Chabaab de profiter de (leurs) sanctuaires" dans le sud et dans le centre de la Somalie pour "organiser des attaques terroristes,

dérober l'aide humanitaire, voler la population locale pour financer leurs opérations (...)", lit-on dans le communiqué de l'Africom.

Le raid des forces américaines intervient quatre jours après un attentat revendiqué par les Chabaab, qui a fait 21 morts mardi à Nairobi.

La frappe aérienne de samedi n'a fait aucune victime civile, indique l'Africom, qui a intensifié ses frappes aériennes contre les combattants islamistes en Somalie depuis un an.

Source : Reuters

Kenya : la police déjoue une autre attaque attribuée aux Chabaab

21 janvier 2019

La police kenyane a déjoué une attaque contre une entreprise chinoise du BTP dans l'est du Kenya, a déclaré lundi un responsable, pratiquement une semaine après un attentat des islamistes somaliens Chabaab, qui a fait 21 morts à Nairobi.

Les assaillants ont blessé une personne lors de leur tentative d'attaque contre le site, situé près de la frontière entre le Kenya et la Somalie, ce qui laisse penser à une attaque des Chabaab.

Le groupe islamiste s'en est pris à maintes reprises à des objectifs au Kenya, en représailles à l'envoi de troupes kenyanes en Somalie.

Source : Reuters

Le HCR se félicite d'une nouvelle loi accordant davantage de droits aux réfugiés en Ethiopie

18 janvier 2019

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, s'est félicité vendredi de la nouvelle loi historique en Ethiopie sur les réfugiés, qui leur permettra désormais d'obtenir des permis de travail, d'accéder à l'école primaire, de se faire délivrer des permis de conduire et d'enregistrer légalement les événements de la vie, ainsi que d'accéder aux services bancaires dans le pays.

Le Parlement éthiopien a adopté jeudi 17 janvier une révision de ses lois en vigueur, ce qui en fait désormais l'une des politiques sur les réfugiés les plus progressives en Afrique.

L'adoption de cette loi intervient quelques semaines à peine après que l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé le Pacte mondial sur les réfugiés, le 17 décembre.

L'Éthiopie accueille actuellement plus de 900.000 réfugiés, principalement du Soudan du Sud, de la Somalie et de l'Érythrée voisins, ainsi qu'un plus petit nombre de réfugiés originaires du Yémen et de la Syrie.

Source : ONU

Égypte : un an de prison pour un présentateur TV pour avoir interviewé un gay

20 janvier 2019

Un présentateur d'une émission télévisée a été condamné à un an de prison ferme par un tribunal égyptien pour avoir interviewé un homosexuel en 2018, a indiqué dimanche une source judiciaire.

Ce présentateur, Mohamed al-Gheiti, qui s'était plusieurs fois dit opposé à l'homosexualité, a été reconnu coupable de promouvoir cette orientation sexuelle ainsi que d'outrage à la religion. M. Gheiti peut faire appel du verdict, et dans le cas échéant rester en liberté en attendant son nouveau verdict, à condition de payer une caution de 1.000 livres égyptiennes (50 euros).

En 2017, après qu'un drapeau arc-en-ciel --symbole de la communauté LGBT-- avait été brandi lors d'un concert au Caire en 2017, les autorités avaient lancé une large campagne de répression contre les personnes suspectées d'être homosexuelles, s'attirant les critiques des groupes de défense des droits de l'Homme.

Le code pénal égyptien ne prohibe pas explicitement l'homosexualité, mais les tribunaux utilisent les incriminations de "débauche" ou de "prostitution" pour condamner les homosexuels.

Source : AFP

L'UGTT lance un nouvel appel à la grève en Tunisie

19 janvier 2019

L'UGTT (Union générale tunisienne du travail) a lancé samedi un nouvel appel à une grève nationale de deux jours les 20 et 21 février à l'appui de revendications salariales pour les 670.000 agents du service public en Tunisie. Une première journée de grève nationale organisée à l'appel de la puissante centrale syndicale a paralysé jeudi le trafic aérien, ferroviaire et routier.

L'UGTT réclame des hausses de salaires pour les fonctionnaires alors que le gouvernement de Youssef Chahed, pressé par le Fonds monétaire international, veut ramener la masse salariale du secteur public à 12,5% du produit intérieur brut (PIB) en 2020, contre 15,5% aujourd'hui.

Source : Reuters

EUROPE

Bruxelles critique le projet de décret roumain sur la corruption

22 janvier 2019

La Commission européenne a dénoncé mardi le projet du gouvernement roumain d'amnistier des responsables politiques condamnés pour corruption et déploré un retour en arrière dans la lutte engagée par Bucarest contre ce fléau.

Le ministre roumain de la Justice a préparé un projet de décret d'urgence qui autoriserait les personnes reconnues coupables de corruption depuis 2014 à contester les jugements rendus par la Cour suprême.

Cette mesure profiterait à plusieurs hommes politiques de haut niveau, notamment Liviu Dragnea, président du Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir, condamné en 2016 par la Haute Cour de cassation et de justice à deux ans de prison avec sursis pour des fraudes électorales lors du référendum de 2012 sur la destitution du président Traian Basescu.

Source : Reuters

Macron et Merkel tentent de braver l'eurosepticisme ambiant

22 janvier 2019

Angela Merkel et Emmanuel Macron signent mardi un nouveau traité pour renforcer la relation franco-allemande et envoyer un message de soutien à la construction européenne, au moment où elle est affaiblie par la montée des nationalismes.

Le texte, paraphé en fin de matinée à Aix-la-Chapelle en Allemagne, à quatre mois des élections européennes, est toutefois contesté par l'extrême droite dans les deux pays, qui y voit une perte de souveraineté nationale.

Le traité prévoit une convergence des politiques économique, étrangère et de défense des deux pays, une coopération sur les régions transfrontalières, ainsi qu'une "assemblée parlementaire commune" composée de 100 députés français et allemands.

Le traité est signé par deux dirigeants fragilisés : Angela Merkel se prépare à laisser son poste à l'automne 2021, et Emmanuel Macron fait face à la crise des "gilets jaunes".

Environ 200 de ces protestataires ont du reste prévu de faire entendre leur voix à Aix-la-Chapelle mardi, en marge des célébrations.

Source : AFP

Grande manifestation à Berlin contre l'agriculture industrielle

19 janvier 2019

Soutenus par un défilé de tracteurs géant, plusieurs milliers de défenseurs de l'environnement ont protesté samedi à Berlin contre les lobbys industriels agricoles.

L'association "On en a ras le bol !" rassemble agriculteurs, association de défense de la nature ou des consommateurs.

Alors que se tient la foire agricole de Berlin "Grüne Woche", ils ont réclamé un tournant de la politique du pays qui subventionne en priorité une culture extensive jugée dommageable à l'environnement et à la santé, au détriment des petits agriculteurs ou éleveurs bio.

"Cette manifestation marque un point culminant après les protestations de ces dernières années, montrant que la volonté d'une autre politique agricole est désormais sans appel", a indiqué à l'AFP le co-dirigeant du parti écologiste Robert Habeck, qui y a participé.

Source : AFP

L'OMS appelle à un meilleur accès aux soins des migrants en Europe

21 janvier 2019

L'Europe doit garantir un meilleur accès des migrants aux services de soins, alerte lundi l'OMS dans son premier rapport sur la santé des nouveaux arrivants sur le Vieux Continent, où leur prise en charge reste inégale.

"Le plus important, c'est l'accès aux services de santé. Pour améliorer la santé, il faut combler les différences dans l'accès aux soins primaires", a résumé pour l'AFP Santino Severoni, responsable du programme "Migration et Santé" à l'OMS Europe.

Dans la "région Europe", qui couvre 53 pays, les migrants - réfugiés compris - représentent 90,7 millions sur les 920 millions d'habitants, soit près de 10% de la population. Dans ces pays aussi hétéroclites que la Russie et Andorre, l'Allemagne et le Turkménistan, la part des migrants diffère énormément : ils représentent 45% de la population à Malte et moins de 2% en Albanie.

Selon le pays d'accueil et leur statut, leur accès au système de soin va d'un accès entier à aucun accès. Ainsi dans 15 pays comme l'Autriche, la Turquie ou le Royaume-Uni, les demandeurs d'asile ont accès aux mêmes soins que la population locale, tandis qu'ils n'ont droit qu'aux soins d'urgence en Allemagne ou en Hongrie.

Malgré des variations selon les groupes et les méthodes de mesure, les réfugiés et les migrants ont tendance à plus souffrir de dépression et d'anxiété que la population de leur pays d'accueil, note le rapport.

Plusieurs facteurs de risque sont en cause, notamment la prédominance de troubles de stress post-traumatique (PTSD) chez les réfugiés ayant traversé des situations très angoissantes, la durée du traitement des demandes d'asile et des conditions socio-économiques défavorables (inactivité, pauvreté, isolement).

Source : AFP

Peu de changements dans le nouveau gouvernement suédois

21 janvier 2019

Le Premier ministre social-démocrate suédois Stefan Löfven, qui a obtenu vendredi dernier un second mandat, a présenté lundi un gouvernement pratiquement inchangé tout en esquissant un virage à droite de sa politique, promettant des baisses d'impôts et une réforme du marché du travail.

Le Parlement a voté vendredi la confiance à Löfven pour un 2^e mandat, mettant fin à 4 mois d'impasse après les législatives de septembre qui n'avaient pas permis de dégager une majorité claire. Löfven a accepté de conclure un accord inédit avec le centre, les libéraux et les écologistes, réunissant des formations de centre droit et de centre gauche dans la coalition.

Le chef du gouvernement entendait sortir d'une situation de blocage provoquée par le bon score réalisé aux législatives par les Démocrates suédois, une formation d'extrême droite qui dispose désormais de 62 députés.

Source : Reuters

Plus de 10.000 manifestants à Belgrade contre le président serbe

20 janvier 2019

Plus de 10.000 personnes ont défilé samedi soir à Belgrade pour la liberté de la presse et des élections et contre le président Aleksandar Vucic et son Parti progressiste serbe (SNS).

Il s'agit du huitième samedi de manifestations à l'appel de l'Alliance pour la Serbie, un groupe informel de 30 partis et organisations de l'opposition.

Aleksandar Vucic a déclaré qu'il ne céderait pas aux demandes de réforme électorale et de liberté de la presse de l'opposition "même s'il y avait cinq millions de personnes dans la rue".

Le président s'est toutefois dit prêt à des élections anticipées.

La manifestation de samedi fait suite à une visite jeudi à Belgrade du président russe Vladimir Poutine qui a été accueilli par des dizaines de milliers de personnes acheminées par autocar de toute la Serbie.

Hors de Belgrade, les manifestants sont peu nombreux.

Source : Reuters

Nouvelle manifestation contre Orbán et la réforme du travail à Budapest

19 janvier 2019

Plusieurs milliers de Hongrois ont à nouveau manifesté samedi à Budapest contre la réglementation des heures supplémentaires adoptée le mois dernier et la politique du Premier ministre Viktor Orbán. La réforme du code du travail adoptée en décembre autorise les employeurs à exiger jusqu'à 400 heures supplémentaires par an à leurs salariés.

Arrivé aux affaires en 2010 et reconduit triomphalement en avril, Viktor Orbán a remis en cause l'équilibre des pouvoirs en multipliant les nominations au sein de l'appareil judiciaire et des organes de tutelle, en muselant la presse ou en accordant de nombreux marchés publics à des proches.

Il s'oppose en outre très fermement à l'accueil des réfugiés et des demandeurs d'asile. Le Parlement européen a invité en septembre les Etats membres à sanctionner la Hongrie pour atteinte aux règles démocratiques européennes, violations des droits civiques et corruption, une mesure sans précédent.

Source : Reuters

Grande manifestation à Athènes contre l'accord sur la Macédoine

21 janvier 2019

Plusieurs dizaines de milliers de Grecs ont manifesté dimanche dans le centre d'Athènes contre l'accord conclu avec Skopje sur la question de la Macédoine.

La police, qui a fait état de dix blessés dans ses rangs, a dispersé la foule à l'aide de gaz lacrymogènes.

Conclu en juin dernier et approuvé la semaine dernière par le Parlement macédonien, l'accord de Prespès prévoit que l'ancienne république yougoslave de Macédoine, le nom que le pays porte depuis son indépendance en 1991, s'appellera désormais république de Macédoine du Nord pour ne pas la confondre avec la province grecque de Macédoine.

Ce compromis conclu entre le Premier ministre macédonien Zoran Zaev et son homologue grec Alexis Tsipras doit encore être approuvé par le Parlement grec, sans doute dans le courant du mois de janvier. Il doit permettre de lever l'opposition de la Grèce à l'adhésion de Skopje à l'Union européenne et à l'Otan.

Mais les opposants à cet accord jugent que le nom de Macédoine du Nord constitue une revendication implicite sur un territoire grec, rappelant que la Macédoine, l'ancien royaume dirigé par Alexandre le Grand, fait partie intégrante de leur patrie et de leur patrimoine. Ils souhaitent que le nom de "Macédoine" disparaisse complètement.

L'accord entre Athènes et Skopje a entraîné dimanche dernier la démission du ministre de la Défense et la défection de certains membres de son parti, les Grecs indépendants (droite), qui appartenaient jusqu'alors à la coalition gouvernementale. Mais le Premier ministre grec a été conforté mercredi soir à la tête du gouvernement en remportant de justesse un vote de confiance.

Source : Reuters

RELATIONS INTERNATIONALES

Espionnage : l'Américain arrêté à Moscou victime d'une machination, selon son avocat

22 janvier 2019

L'avocat de l'ancien Marine américain Paul Whelan, arrêté fin décembre pour espionnage en Russie, a affirmé mardi que son client était victime d'une machination.

Les enquêteurs russes ont trouvé en sa possession une clé USB contenant la liste de tous les agents d'un service secret russe, selon le site d'informations en ligne Rosbalt.ru.

Pour son avocat Vladimir Jerebenkov, Whelan a accepté cette clé USB en pensant qu'elle ne contenait que des informations touristiques totalement anodines "sur des sujets culturels, la visite d'une cathédrale, ses vacances (...) mais il s'est trouvé qu'elle contenait en fait des informations confidentielles".

L'avocat a ajouté que Paul Whelan n'avait pas pris connaissance du contenu de cette clé car il avait été arrêté avant de pouvoir le faire. Il n'a pas dit si son client connaissait la personne qui lui a remis la clé USB.

Source : Reuters

Washington demande à Moscou de détruire ses missiles SSC-8

21 janvier 2019

Les Etats-Unis ont demandé lundi à la Russie de détruire ses missiles de croisière SSC-8 (Novator 9M729 pour les Russes) dont la possession viole selon Washington le traité de 1987 sur le contrôle des forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI).

"Malheureusement, les Etats-Unis constatent de plus en plus qu'on ne peut pas faire confiance à la Russie pour qu'elle respecte ses engagements en matière de contrôle des armements", a déclaré Robert Wood, ambassadeur américain à la Conférence sur le désarmement organisée à Genève sous les auspices de l'Onu.

Il a dénoncé "les actions coercitives et nocives (de la Russie) qui ont accru les tensions à travers le globe".

"La Russie doit détruire, de façon vérifiable, tous ses missiles SSC-8, ses lanceurs et le matériel associé afin de se conformer au traité FNI", a ajouté Robert Wood.

A l'issue de la session, le diplomate russe Alexandre Deïneko a indiqué à Reuters que son pays "ne se soumettra à aucun ultimatum en vue de liquider ou d'éliminer un missile qui n'est nullement interdit par le traité".

En octobre dernier, le président américain a annoncé son intention d'entamer le 2 février 2019 son retrait du traité FNI si Moscou ne respecte pas ses engagements. Washington aura six mois pour achever ce retrait.

Aux termes du traité signé par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, les deux pays se sont engagés à éliminer leurs missiles nucléaires et conventionnels dont la portée se situe entre 500 et 5.500 km.

Pour l'Otan, comme pour Washington, le Novator 9M729 est justement capable de frapper une cible distante de 500 à 1.500 km. L'Otan n'a pas perdu l'espoir de convaincre la Russie. Les ambassadeurs des 29 pays membres de l'alliance tiendront vendredi à Bruxelles une réunion spéciale du Conseil Otan-Russie avec l'envoyé russe Iouri Gorlach.

Source : Reuters

PLANETE GLOBALE

Les ONG profitent de Davos pour demander davantage de justice fiscale

21 janvier 2019

Les critiques des ONG Oxfam et Attac sur la concentration des richesses ont ravivé lundi le débat sur les insuffisances de la fiscalité pour réduire ces inégalités, au moment où s'ouvre le forum de Davos.

"Les riches bénéficient non seulement d'une fortune en pleine expansion, mais aussi des niveaux d'imposition les moins élevés depuis des décennies", a souligné Oxfam à l'occasion de la publication de son rapport annuel sur les inégalités mondiales.

De son côté, l'organisation altermondialiste Attac a accusé dimanche les entreprises du CAC 40 de recourir à de nombreuses "techniques d'évitement fiscal", notamment par le biais de près de 2.500 filiales implantées dans des territoires considérés comme des paradis fiscaux.

La critique se concentre aussi ces dernières semaines sur les Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon), accusés de ne pas contribuer à l'impôt à hauteur de la richesse produite, notamment en France.

"C'est un scandale que ces entreprises ne paient pas d'impôts sur l'ensemble de leurs profits générés en France", s'insurge Alain Trannoy, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Ces Gafa et autres entreprises du numérique ont porté leurs créateurs au sommet du classement Forbes des plus grandes fortunes mondiales, sur lequel s'appuie Oxfam dans son rapport. Selon l'ONG, 26 personnes disposent désormais d'autant d'argent que les 3,8 milliards les plus pauvres de la planète. En 2017, ils étaient au nombre de 43.

De plus, l'ONG estime que les plus riches cachent au fisc 7.600 milliards de dollars, dans certains pays comme le Brésil ou le Royaume-Uni.

Ce débat sur la taxation des plus grandes fortunes se cristallise en France autour de la polémique sur la suppression de l'ISF.

Source : AFP

"Bébés OGM" : la seconde femme enceinte le serait de 12-14 semaines (scientifique)

22 janvier 2019

La deuxième femme enceinte à la suite de l'expérimentation du chercheur chinois affirmant avoir créé les premiers "bébés génétiquement modifiés", pourrait en être à 12-14 semaines de grossesse, selon un médecin américain qui dit être en contact avec le chercheur.

Le scientifique He Jiankui a provoqué un tollé en Chine et à l'étranger en annonçant qu'il avait réussi à altérer l'ADN de jumelles, nées en novembre, pour les empêcher de contracter le virus du sida. Une annonce qui n'a pas fait l'objet d'une confirmation de source indépendante jusqu'à présent.

Le professeur He, désormais visé par une enquête de police, avait évoqué la possibilité d'une seconde grossesse lors d'une conférence à Hong Kong fin novembre. Selon des médias d'État, une enquête préliminaire a confirmé l'existence de cette femme enceinte. Aucun détail n'a été divulgué sur cette personne.

Une enquête menée par le gouvernement provincial du Guangdong a révélé que le professeur He avait "falsifié des documents d'évaluation éthique", selon l'agence Chine nouvelle. Il avait mis sur pied "en privé" une équipe de recherche comprenant des scientifiques étrangers, toujours selon l'agence officielle.

He Jiankui risque jusqu'à trois ans de prison pour falsification de documents, a indiqué à l'AFP Fan Chen, un avocat basé à Pékin.

Mais il pourrait faire l'objet d'une peine plus lourde s'il est poursuivi pour menace à la sécurité publique ou pour faute médicale.

"Tout cela n'est pas clair. Car ces lois n'ont jamais été appliquées pour de tels actes", explique l'avocat shanghaien Si Weijiang. Aucune nouvelle information concernant les jumelles nées en novembre n'a été révélée. Wang Haoyi, un biologiste à l'Académie chinoise des Sciences, estime que l'effet de l'expérimentation sur leur santé est difficile à prévoir.

Source : AFP